



**Arrêté des  
comptes 2022**  
rapport de présentation

conseil municipal  
**Lundi 26 juin 2023**

  
ville d'Ecinolle

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| INTRODUCTION.....  | 3  |
| LE BUDGET PRINCIPAL.....   | 6  |
| 1 – L'ÉQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET PRINCIPAL.....   | 7  |
| 1-1 Résultats budgétaires 2021.....  | 8  |
| 1-2 La chaîne de l'Épargne.....  | 8  |
| 1-3 Synthèse des ratios réglementaires.....  | 10 |
| 2 – LES RECETTES DE GESTION.....   | 12 |
| 2-1 La fiscalité.....  | 14 |
| 2-1-1 La Fiscalité directe.....  | 14 |
| 2-1-2 La fiscalité indirecte.....  | 16 |
| 2-2 Les concours financiers.....   | 16 |
| 2-2-2 Les compensations fiscales.....  | 18 |
| 2-2-3 La Réforme de la taxe professionnelle et du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP)..... | 20 |
| 2-2-4 Les dotations de la Métropole.....   | 21 |
| 2-3 Les subventions et participations.....   | 21 |
| 2-4 Les recettes courantes de fonctionnement.....  | 22 |
| 2-5 Les atténuations de charges.....   | 23 |
| 3 – LES DÉPENSES DE GESTION.....   | 24 |
| 3-1 Les charges courantes des services.....  | 26 |
| 3-2 Les charges de personnel.....  | 27 |
| 3-3 Les charges de transfert.....  | 28 |
| 3-3-1 Des subventions aux « opérateurs » de la Ville.....  | 28 |
| 3-3-2 Les participations aux syndicats intercommunaux.....   | 28 |
| 3-3-3 Les subventions au tissu associatif.....   | 29 |
| 3-3-4 Les autres dépenses de transfert.....  | 30 |
| 3-3-5 Le FPIC.....   | 30 |
| 4 – L'INVESTISSEMENT.....  | 31 |
| 4-1 Les dépenses d'équipement.....   | 32 |
| 4-2 Le financement des investissements.....  | 34 |
| 5 – L'ENDETTEMENT.....   | 36 |
| LE BUDGET ANNEXE DU CENTRE VILLE.....  | 42 |
| ANNEXE - État de la dette.....   | 44 |

# INTRODUCTION

Le présent rapport de présentation a vocation à synthétiser et commenter les données issues des maquettes budgétaires qui répondent aux exigences du cadre légal des instructions comptables et budgétaires.

Le budget de la Ville comprend un budget principal et un budget annexe, le budget annexe du Centre Ville.

Les opérations financières du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et de la Régie de Programmation Artistique et Culturelle, La Rampe et la Ponatière (RÉPAC), établissements publics de la Ville dotés de la personnalité juridique et disposant d'un budget autonome, ne sont pas rattachés au budget principal de la Ville.

La liste des organismes dans lesquels la Ville a pris un engagement financier ainsi que la liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune figurent dans les annexes budgétaires. Les documents financiers et comptables de ces organismes sont à la disposition des membres du conseil municipal et du public.

Ce rapport présente donc les principales informations et évolutions du compte administratif 2022. Il traduit l'exécution du budget communal (budget principal et budget annexe) en recettes et en dépenses. La présentation du compte administratif constitue toujours un moment important dans le cycle budgétaire puisqu'il vise à comparer les réalisations de crédits aux prévisions, à dégager les résultats de clôture de l'exercice, à déterminer les restes à réaliser et l'évolution des principaux indicateurs financiers de notre commune.

La première partie du rapport est consacrée aux équilibres financiers. Elle inclut la présentation des résultats globaux de clôture du budget principal et du budget annexe du Centre Ville.

La deuxième partie du document présente le budget principal autour des quatre points suivants : les ressources de fonctionnement, les charges de fonctionnement, l'investissement, l'endettement.

La troisième partie du rapport expose la synthèse du budget d'aménagement du Centre Ville.

Ce rapport n'explique que les recettes et dépenses réelles pour la section de fonctionnement et les dépenses d'équipement et leurs financements pour la section d'investissement. Les mouvements financiers sont expliqués dans la rubrique dette. Les produits et charges exceptionnels intègrent des annulations, des remboursements et des régularisations comptables. Les mouvements d'ordre s'équilibrent en recettes et en dépenses. Ils sont constitués : des dotations aux amortissements et aux provisions, des intégrations en immobilisations corporelles des frais d'étude et d'insertion suivis de réalisation. Les cessions ont été sorties des mouvements d'ordre et sont identifiées en recettes d'investissement. Pour une vue exhaustive des données budgétaires, il convient de se reporter à la maquette budgétaire du compte administratif qui fait l'objet d'un document séparé.

La comparaison des données budgétaires de la Ville avec celles de la strate démographique des communes de 20 000 à 50 000 habitants extraites du site [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr) concerne la dernière année connue pour ces dernières.

Après une année 2021 qui avait été marquée par un retour progressif à la normale dans le fonctionnement des services municipaux suite à la pandémie de la Covid 19, l'année 2022 confirme bien un retour à la normale mais avec certains postes de dépenses qui progressent fortement du fait du retour de l'inflation.

Le compte administratif (CA) 2022 de la Ville d'Échirolles s'inscrit dans la continuité du rétablissement financier engagé depuis 2017 et ce, malgré l'inflation.

Les dépenses réelles de fonctionnement ont donc connu une augmentation plus marquée que les dernières années (+3,76%) tandis que les recettes réelles progressent de façon moindre (+1,37%), ce qui génère une réduction de l'épargne brute (-15,76%) qui reste malgré tout à un niveau très proche de celui de 2020 et supérieur à celui de 2019.

Globalement, l'analyse du compte administratif 2022 conforte la majorité municipale dans ses choix de gestion. La stratégie financière mise en place avait deux objectifs, la préservation des équilibres financiers en terme de niveau d'épargne brute et le désendettement.

La municipalité peut ainsi poursuivre ses objectifs : développer le service public de proximité et renforcer les politiques publiques prioritaires.

En matière d'investissement, une reprise de l'activité et une progression des dépenses d'équipement sont constatées entre 2021 (5,9M€) et 2022 (7M€). En 2022, la ville a eu recours à l'emprunt à hauteur de 1,4M€, soit moins que son annuité en capital de dette (3,6M€) ce qui permet à la ville de poursuivre son désendettement de plus de 2,2M€.

En matière de chaîne de l'épargne, comme évoqué ci-dessus, on constate une baisse de l'épargne de gestion (-15,53%), de l'épargne brute (-15,76%) et de l'épargne nette (-34,21%), néanmoins la capacité de désendettement reste à un niveau de 7,88 années contre 7,01 années en 2021 et 8,97 en 2020.

## Synthèse des éléments du rapport

L'arrêté des comptes 2022 se caractérise par un résultat global de clôture de 2 020 127,62 € après prise en compte des restes à réaliser 2022.

La section de fonctionnement dégage un résultat excédentaire de 6 061 636,65 € constitué du solde des recettes et des dépenses de fonctionnement.

La section d'investissement dégage un résultat déficitaire de 2 840 689,03 € constitué du solde des recettes et des dépenses d'investissement.

Le résultat global de clôture (2 020 127,62 €) est constitué du cumul des résultats de fonctionnement et d'investissement (3 220 947,62 €) et du résultat des restes à réaliser (- 1 200 820 €).

| DEPENSES (en €)                               |                   | RECETTES (en €)   |  |                |
|---|-------------------|-------------------|--|----------------|
| Libellé                                       | CA 2022           | CA 2022           | Libellé  |                |
| Charges à caractère général                   | 9 007 579         | 27 567 277        | Fiscalité  | FONCTIONNEMENT |
| Charges de personnel                          | 29 824 741        | 21 925 384        | Concours financiers                              |                |
| Subventions et participations intercommunales | 11 026 121        | 1 802 044         | Subventions                                      |                |
| Atténuations de produits                      | 527               | 3 162 796         | Recettes courantes                               |                |
|   |                   | 242 692           | Atténuations de charges                          |                |
| Sous total charges de gestion                 | 49 858 968        | 54 700 193        | Sous total produits de gestion                   |                |
| Frais financiers                              | 549 989           | 62 231            | Produits financiers dont dette récupérable Métro |                |
| Charges exceptionnelles                       | 38 119            | 459 690           | Produits exceptionnels                           |                |
|   |                   | 2 575 894         | Reprise du résultat de fonctionnement 2020       |                |
| Mouvements d'ordre                            | 1 547 768         | 258 473           | Mouvements d'ordre                               |                |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>             | <b>51 994 843</b> | <b>58 056 480</b> | <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>                |                |

|                                   |                     |
|-----------------------------------|---------------------|
| <b>Résultat de Fonctionnement</b> | <b>6 061 636,65</b> |
|-----------------------------------|---------------------|

| DEPENSES (en €)                               |                   | RECETTES (en €)   |   |                |
|---|-------------------|-------------------|---|----------------|
| Libellé                                       | CA 2022           | CA 2022           | Libellé                                     |                |
| <b>Créations</b>                              | <b>3 043 609</b>  | 674 601           | Remb. dette récupérable Métro – Capital     | INVESTISSEMENT |
| <i>Acquisitions nouvelles</i>                 | 120 211           | 190 114           | Autres immob. financières et remboursements |                |
| <i>Develop. patrimoine et espaces publics</i> | 2 923 398         | 667 369           | Fctva + Taxe d'aménagement                  |                |
| <b>Maintien d'actif</b>                       | <b>3 200 667</b>  | 1 668 848         | Subventions co-financeurs                   |                |
| <i>Acquisitions renouvellement</i>            | 1 273 243         | 57 964            | Cessions d'immobilisation                   |                |
| <i>Modernisation ou mise en conformité</i>    | 121 327           |                   |   |                |
| <i>Réhabilitation</i>                         | 1 806 097         | 1 400 000         | Emprunts nouveaux                           |                |
| <b>Autres</b>                                 | <b>548 136</b>    | 5 882 508         | Excédent de fonctionnement capitalisé       |                |
| Hors nouvelle classification – RAR            | 225 407           |                   |   |                |
| <b>Total général dépenses d'équipement</b>    | <b>7 017 819</b>  |                   |   |                |
| Immobilisations financières                   | 5 000             |                   |   |                |
| Remb du capital des emprunts + cautions       | 3 636 087         |                   |   |                |
| Reprise du résultat d'investissement 2021     | 3 553 470         |                   |   |                |
| Remboursement TA et régularisation 1068       | 401 048           |                   |   |                |
| Mouvements d'ordre                            | 707 198           | 1 938 529         | Mouvements d'ordre                          |                |
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>              | <b>15 320 622</b> | <b>12 479 933</b> | <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>            |                |

|                                  |                      |
|----------------------------------|----------------------|
| <b>Résultat d'Investissement</b> | <b>-2 840 689,03</b> |
|----------------------------------|----------------------|

|                                   |                     |
|-----------------------------------|---------------------|
| <b>Résultat global de clôture</b> | <b>3 220 947,62</b> |
|-----------------------------------|---------------------|

|  |                      |
|--|----------------------|
| <b>Résultat des restes à réaliser 2022</b> | <b>-1 200 820,00</b> |
|--|----------------------|

|  |                     |
|--|---------------------|
| <b>Résultat global de clôture après RAR 2022</b> | <b>2 020 127,62</b> |
|--|---------------------|

# **LE BUDGET PRINCIPAL**

# **1 – L'ÉQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET PRINCIPAL**



## 1-1 Résultats budgétaires 2022

| ANNEE  | 2014       | 2015      | 2016      | 2017       | 2018       | 2019       | 2020       | 2021       | 2022       |             |
|--|------------|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Résultat global de l'exercice précédent                            |            |           |           |            |            |            |            |            |            |             |
| Solde de fonctionnement à la clôture de l'exercice précédent       | 4 092 583  | 3 239 091 | 3 187 219 | 3 482 734  | 4 505 298  | 5 918 847  | 7 915 609  | 7 091 232  | 8 458 401  | A           |
| Solde d'investissement à la clôture de l'exercice précédent        | -1 195 367 | 291 075   | 1 679 055 | 1 786 478  | -1 153 243 | -986 885   | -1 444 459 | -789 261   | -3 553 470 | B           |
| Résultat global de clôture de l'exercice n-1                       | 2 897 216  | 3 530 166 | 4 866 274 | 5 269 212  | 3 352 055  | 4 931 962  | 6 471 150  | 6 301 971  | 4 904 931  | C=A+B       |
| Excédent de fonctionnement reporté                                 |            |           |           |            |            |            |            |            |            |             |
| 1068 – Excédent de fonctionnement capitalisé                       | 2 764 203  | 970 341   | 30 072    | 758 145    | 1 478 021  | 1 704 706  | 4 934 685  | 3 701 247  | 5 882 508  | D           |
| Résultat global de l'exercice                                      |            |           |           |            |            |            |            |            |            |             |
| Résultat de fonctionnement de l'exercice                           | 1 910 711  | 734 772   | 325 587   | 1 780 709  | 2 891 570  | 3 701 468  | 4 110 308  | 5 068 417  | 3 485 743  | E           |
| Résultat d'investissement de l'exercice                            | 1 486 442  | 1 248 699 | 107 423   | -2 939 721 | 166 359    | -457 574   | 655 198    | -2 764 209 | 712 781    | F           |
| Résultat global de l'exercice                                      | 3 397 153  | 1 983 471 | 433 010   | -1 159 012 | 3 057 928  | 3 243 894  | 4 765 506  | 2 304 208  | 4 198 524  | G = E+F     |
| Transfert ou intégration de résultats (op. d'ordre non budgétaire) |            |           |           |            |            |            |            |            |            |             |
| Section de fonctionnement  | 0          | 183 698   | 0         | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          | H           |
| Section d'investissement   | 0          | 139 281   | 0         | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          | I           |
| Résultat global de clôture   |            |           |           |            |            |            |            |            |            |             |
| Résultat global de clôture en fonctionnement                       | 3 239 091  | 3 187 220 | 3 482 734 | 4 505 298  | 5 918 847  | 7 915 609  | 7 091 232  | 8 458 401  | 6 061 637  | J = E+A-D+H |
| Résultat global de clôture en investissement                       | 291 075    | 1 679 054 | 1 786 478 | -1 153 243 | -986 885   | -1 444 459 | -789 261   | -3 553 470 | -2 840 689 | K = B+F+I   |
| Résultat global de clôture   | 3 530 166  | 4 866 274 | 5 269 212 | 3 352 055  | 4 931 962  | 6 471 150  | 6 301 971  | 4 904 931  | 3 220 948  | L = J+K     |

Le solde des recettes et des dépenses constitue le résultat global de clôture qui intègre les résultats antérieurs. L'arrêté des comptes 2022 présente un résultat global de clôture de 3 220 948 € en baisse par rapport à 2021 (4 904 931 €).

Après couverture des restes à réaliser (- 1 200 820 €) le résultat global de clôture s'élève à 2 020 127,62 € (contre 2 575 893,54 € en 2021).

| Budgets                             | Résultat à la clôture de l'exercice 2021 | Part affectée à l'investissement 2022 | Résultat de l'exercice 2022 | Résultat global de Clôture 2022 | Solde des restes à réaliser de la section d'investissement 2022 | Résultat global de clôture 2022 après couverture des RAR |
|-------------------------------------|--|---------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|---|--|
| I - Budget principal                | 4 904 931                                | 5 882 508                             | 4 198 524                   | 3 220 948                       | -1 200 820  | <b>2 020 128</b>   |
| III - Budget annexe du centre ville | 622 486                                  | 0                                     | -531 553                    | 90 933                          | -67 935   | <b>22 998</b>  |
| <b>TOTAL I + II + III</b>           | <b>5 527 417</b>                         | <b>5 882 508</b>                      | <b>3 666 972</b>            | <b>3 311 881</b>                | <b>-1 268 755</b>   | <b>2 043 126</b>   |

Le résultat consolidé du budget principal et du budget annexe du Centre Ville après couverture des restes à réaliser 2022 est de 2 043 126 €.

## 1-2 La chaîne de l'Épargne

A la différence de l'analyse des résultats, l'analyse financière des épargnes s'appuie sur les mouvements réels de l'exercice du compte administratif. Elle constitue l'approche la plus réaliste pour apprécier la situation financière de la commune.

Les recettes de gestion de la ville (54 700 193 €) sont en progression de 1,84% par rapport à 2021. Comparées aux crédits ouverts, c'est à dire au budget 2022 (BP+DM), elles ont été réalisées à hauteur de 99,42%.

Les dépenses de gestion (49 858 968 €) augmentent de 3,92% par rapport à 2021. Comparées aux crédits ouverts, c'est à dire au budget 2022 (BP+DM), elles ont été réalisées à hauteur de 96,35%.

L'épargne de gestion (4 841 225 €) diminue de 15,53 % soit en valeur absolue – 890 323 €. Cette diminution est expliquée principalement par la progression des dépenses de gestion, notamment sur les



charges de personnel (avec la prise en compte sur 6 mois de la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires) et la hausse des prix sur plusieurs postes de dépenses.

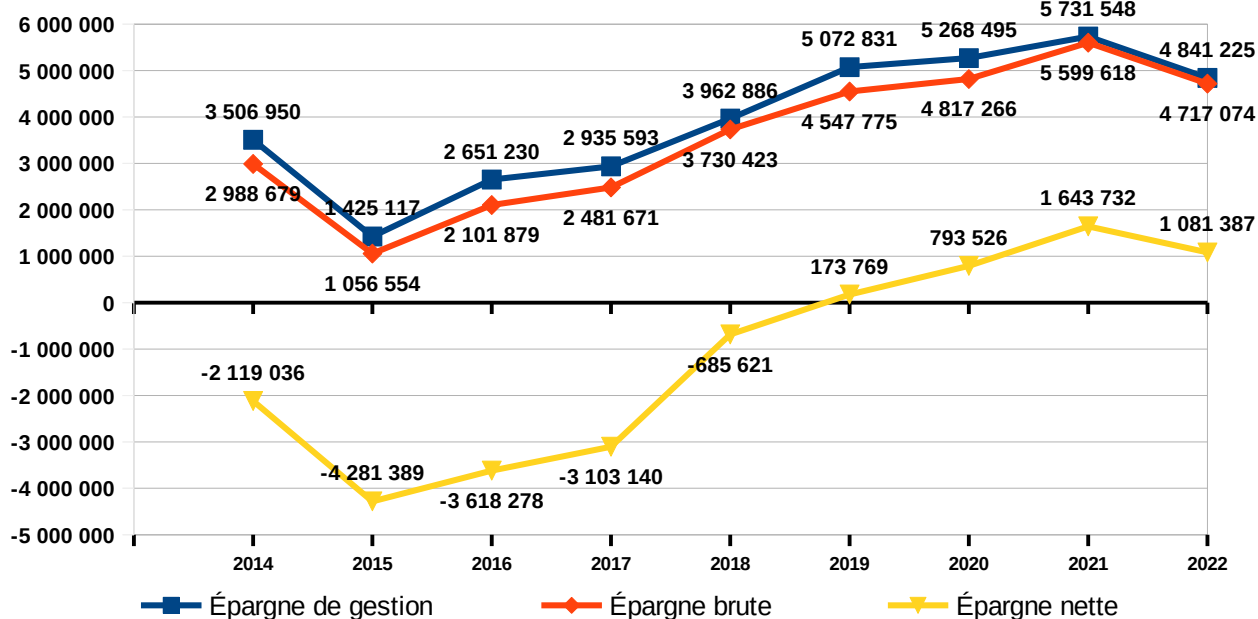
L'épargne brute (4 717 074 €) diminue de 15,76 % soit en valeur absolue – 882 545 € par rapport à 2021. L'épargne brute s'obtient en déduisant de l'épargne de gestion, les frais financiers de la dette et en intégrant les résultats exceptionnels hors cessions d'immobilisations (ces 2 derniers postes n'ont connu que de très faibles évolutions sur les deux ans).

L'épargne nette (1 081 387 €) diminue de 34,21 % soit en valeur absolue -562 345 € par rapport à 2021. Pour mémoire, elle était négative jusqu'en 2018 (-685 621€). En 2019, elle est positive de +173 769 €, +793 526 € en 2020 et +1 643 732 € en 2021. Cette amélioration jusqu'en 2021 est expliquée par l'effet conjugué de la progression de l'épargne de gestion et de l'épargne brute ainsi que d'une baisse du remboursement de notre capital de dette suite à la poursuite du désendettement de la commune. En 2022, elle diminue moins en valeur absolue que l'épargne brute car le remboursement du capital de la dette de la ville est en diminution de 8,09 %. L'épargne nette est un indicateur de la capacité d'investissement de la commune une fois la prise en compte du remboursement de ses emprunts. Elle s'obtient en déduisant de l'épargne brute le remboursement du capital de la dette. Elle permet d'autofinancer les dépenses d'équipement en section d'investissement.

### **Rétrospective de la chaîne des épargnes 2014-2022**

| <b>Soldes intermédiaires de gestion</b> | <b>CA 2014</b>    | <b>CA 2015</b>    | <b>CA 2016</b>    | <b>CA 2017</b>    | <b>CA 2018</b>   | <b>CA 2019</b>   | <b>CA 2020</b>   | <b>CA 2021</b>   | <b>CA 2022</b>   |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Recettes de gestion (A)                 | 55 500 310        | 53 495 519        | 52 347 834        | 52 826 931        | 53 002 934       | 53 331 910       | 53 155 869       | 53 710 397       | 54 700 193       |
| Dépenses de gestion (B)                 | 51 993 360        | 52 070 402        | 49 696 604        | 49 891 338        | 49 040 048       | 48 259 079       | 47 887 375       | 47 978 849       | 49 858 968       |
| <b>Épargne de gestion (C=A-B)</b>       | <b>3 506 950</b>  | <b>1 425 117</b>  | <b>2 651 230</b>  | <b>2 935 593</b>  | <b>3 962 886</b> | <b>5 072 831</b> | <b>5 268 495</b> | <b>5 731 548</b> | <b>4 841 225</b> |
| Intérêts de la dette (D)                | 1 129 544         | 1 087 902         | 977 065           | 843 929           | 754 025          | 707 757          | 636 721          | 559 303          | 549 989          |
| Résultat exceptionnel (E)               | 611 272           | 719 339           | 427 714           | 390 008           | 521 563          | 182 701          | 185 492          | 427 373          | 425 839          |
| <b>Épargne brute (G=C-D+E)</b>          | <b>2 988 679</b>  | <b>1 056 554</b>  | <b>2 101 879</b>  | <b>2 481 671</b>  | <b>3 730 423</b> | <b>4 547 775</b> | <b>4 817 266</b> | <b>5 599 618</b> | <b>4 717 074</b> |
| Capital de la dette hors cautions (I)   | 5 107 714         | 5 337 943         | 5 720 157         | 5 584 811         | 4 416 044        | 4 374 006        | 4 023 740        | 3 955 886        | 3 635 687        |
| <b>Épargne nette (J=G-I)</b>            | <b>-2 119 036</b> | <b>-4 281 389</b> | <b>-3 618 278</b> | <b>-3 103 140</b> | <b>-685 621</b>  | <b>173 769</b>   | <b>793 526</b>   | <b>1 643 732</b> | <b>1 081 387</b> |

## Rétrospective 2014 - 2022 de la chaîne de l'Épargne



### 1-3 Synthèse des ratios réglementaires

| N° | Libellé des ratios  | Ratios de la strate (2020) | 2021    | 2022    |
|----|---|----------------------------|---------|---------|
| 1  | <b>Mesure du service rendu</b><br><i>Dépenses réelles de fonctionnement (1) / population*</i>   | 1 212 €                    | 1 303 € | 1 352 € |
| 2  | <b>Poids de la fiscalité</b><br><i>Produit des impositions directes (2) / population</i>  | 670 €                      | 670 €   | 681 €   |
| 3  | <b>Taille financière</b><br><i>Recettes réelles de fonctionnement (3) / population</i>  | 1 405 €                    | 1 460 € | 1 480 € |
| 4  | <b>Effort et niveau d'équipement</b><br><i>Dépenses d'équipement brut (4) / population</i>  | 301 €                      | 160 €   | 171 €   |
| 5  | <b>Niveau d'endettement</b><br><i>Encours dette (5) / population</i>  | 1 018 €                    | 1 051 € | 992 €   |
| 6  | <b>Dotation Globale de Fonctionnement</b><br><i>DGF (6) / population</i>  | 202 €                      | 137 €   | 137 €   |
| 7  | <b>Poids du personnel</b><br><i>Dépenses de personnel (7) / dépenses réelles de fonctionnement</i>  | 62,40%                     | 59,69%  | 59,12%  |
| 8  | <b>Mesure de l'épargne nette</b><br><i>Dépenses réelles de fonctionnement + amortissement du capital de la dette / recettes réelles de fonctionnement</i> | 93,40%                     | 96,51%  | 97,94%  |
| 9  | <b>Taux d'investissement (9)</b><br><i>Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement</i>  | 21,40%                     | 10,95%  | 11,53%  |
| 10 | <b>Poids de la dette</b><br><i>Encours dette / recettes réelles de fonctionnement</i>   | 72,40%                     | 72,02%  | 67,00%  |

**Population DGF : 37 209 (2020), 37 314 (2021 et 2022) , chiffres issus des fiches DGF.**

- 1 - Les dépenses réelles de fonctionnement correspondent aux comptes de la classe 6.
- 2 - Les impositions directes correspondent au produit des 3 taxes votées par la ville (taxes d'habitation, foncière bâti et foncière non bâti).
- 3 - Les recettes réelles de fonctionnement correspondent aux comptes de la classe 7.
- 4 - Les dépenses d'équipement brut intègrent les immobilisations incorporelles (compte 20), les immobilisations corporelles (compte 21) et les immobilisations en cours (compte 23).
- 5 - L'encours de la dette de la ville se définit comme la somme des emprunts que la commune doit rembourser aux banques au 31 décembre de l'année.
- 6 - La dotation globale de fonctionnement (DGF) correspond à la recette du compte 741, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- 7 - Les dépenses de personnel correspondent au chapitre 012 charges de personnel sur les dépenses réelles de fonctionnement.
- 8 – Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée.
- 9 – Effort d'équipement de la collectivité hors restes à réaliser.
- 10 – Mesure la charge de la dette d'une collectivité.

## **2 – LES RECETTES DE GESTION**

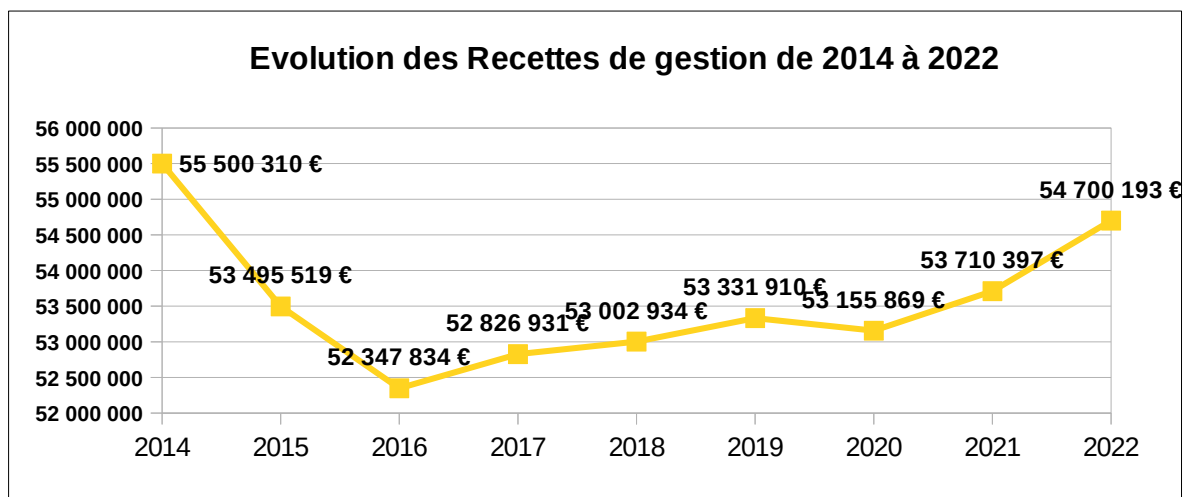
Les recettes de gestion s'élèvent à 54 700 193 € en progression de 989 796 € par rapport à l'exercice 2021 soit +1,84%. Comparées aux crédits ouverts, c'est-à-dire au budget 2022 (BP+DM), elles ont été réalisées à hauteur de 99,42%.

Elles proviennent de la fiscalité (directe et indirecte) pour 27 567 277 €, des concours versés par l'État et les autres collectivités pour 21 962 934 €, des subventions reçues pour 1 764 494 €, des recettes courantes pour 3 162 796 € et des atténuations de charges pour 242 692 €.

Le détail des ressources de fonctionnement de la commune est présenté dans la suite du présent rapport.

| En €                    | CA 2021           | Budget 2022 (BP+DM) | CA 2022           | % évolution CA22 / CA21 |
|-------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------------|
| Fiscalité               | 27 241 685        | 27 437 962          | 27 567 277        | 1,20%                   |
| Concours financiers     | 21 797 931        | 21 959 935          | 21 925 384        | 0,58%                   |
| Subventions             | 1 446 700         | 1 914 207           | 1 802 044         | 24,56%                  |
| Recettes courantes      | 3 019 077         | 3 478 139           | 3 162 796         | 4,76%                   |
| Atténuations de charges | 205 003           | 230 000             | 242 692           | 18,38%                  |
| <b>Total</b>            | <b>53 710 397</b> | <b>55 020 243</b>   | <b>54 700 193</b> | <b>1,84%</b>            |

Les recettes de gestion sur la période 2014-2022 connaissent des évolutions contrastées. Elles sont en diminution de 2014 à 2016 du fait de la mise en place du prélèvement pour le redressement des comptes publics sur les dotations versées par l'État sur la période 2014/2017. Entre 2017 et 2022, les recettes de gestion progressent chaque année. Cette progression concerne principalement les recettes fiscales, elle est expliquée par la revalorisation forfaitaire et le dynamisme modéré des bases sans augmentation des taux communaux de fiscalité. Enfin, une baisse est constatée en 2020 principalement liée à des pertes de recettes tarifaires dues aux répercussions de la crise sanitaire de la Covid-19.



## 2-1 La fiscalité

Le produit de la fiscalité perçu en 2022 s'élève à 27 567 277 €. L'essentiel de la fiscalité concerne la fiscalité directe pour 25 378 940 € (rôles supplémentaires compris) et la fiscalité indirecte pour 2 163 390 €.

Par rapport aux crédits ouverts (BP + DM), le taux de réalisation de la fiscalité directe et indirecte est de 102,29 %.

| En €                         | CA 2021           | CA 2022           |
|------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Fiscalité directe</b>     | <b>24 982 743</b> | <b>25 403 887</b> |
| <i>Produit fiscal</i>        | 24 885 435        | 25 378 940        |
| <i>Rôles supplémentaires</i> | 97 308            | 24 947            |
| <b>Fiscalité indirecte</b>   | <b>2 258 942</b>  | <b>2 163 390</b>  |
| <b>TOTAL FISCALITE</b>       | <b>27 241 685</b> | <b>27 567 277</b> |

### 2-1-1 La Fiscalité directe

La réforme de la taxe d'habitation se poursuit. Après une année 2021 où ce sont les foyers fiscaux considérés comme aisés aux yeux de l'administration fiscale qui bénéficient pour la première année d'un dégrèvement de 30%, en 2022, cette réduction atteint 65%. En 2023, la taxe d'habitation sera définitivement supprimée pour tous les contribuables uniquement pour les résidences principales. Les propriétaires d'une résidence secondaire, d'une place de parking ou d'un garage (non rattachés à la résidence principale) restent entièrement redevables de l'impôt local portant sur ces biens.

Cette suppression de taxe d'habitation pour les résidences principales se fait sans création ou augmentation d'impôts. La compensation aux collectivités est intégrale. Pour les communes, la taxe d'habitation sur les résidences principales est compensée par la taxe foncière des départements. Mais, pour que le supplément de taxe foncière reçu coïncide avec le montant de TH perdu des communes, le niveau de recette de taxe foncière sera modulé à la hausse ou à la baisse par un coefficient correcteur déterminé pour chaque commune. Ce coefficient n'évoluera pas ensuite et n'affectera en rien la liberté du Conseil Municipal en matière de taux de taxe foncière. Pour Echirolles, ce coefficient correcteur est fixé à 0,931032, ce qui signifie concrètement que le produit de fiscalité suite à la réforme est plus conséquent qu'avant la réforme, on dit que la ville est « sur-compensée ». Ainsi un prélèvement est effectué sur les recettes fiscales qui servira à financer les communes dites « sous-compensées ».

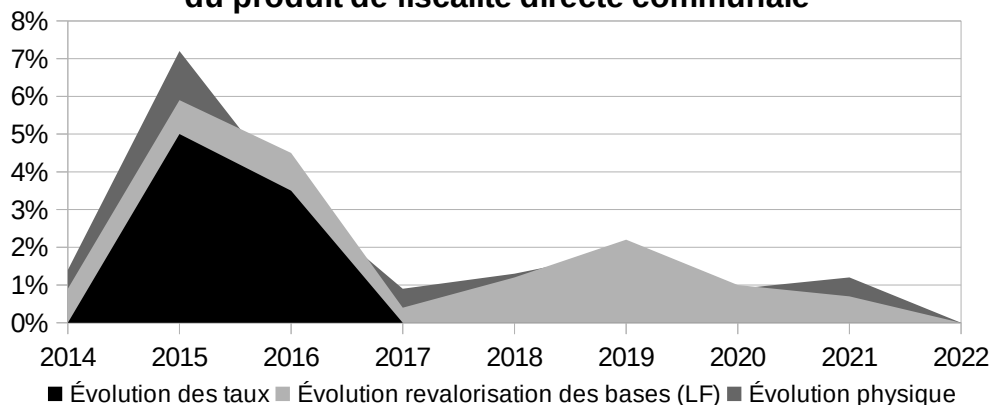
### Le produit fiscal 2022

Le produit de la fiscalité directe locale de la commune s'élève à 25 378 940€, hors rôles supplémentaires, en hausse de 2 % par rapport à 2021. Cette variation s'explique par la revalorisation forfaitaire des bases de 3,4 % tandis que l'évolution physique des bases fait apparaître une perte de 1,4 %. A noter également que ce produit est constaté **sans augmentation des taux de fiscalité pour 2022**.

| En €   | CA 2021           | CA 2022           | % évolution CA22 / CA21 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------------|
| Taxe d'Habitation sur résidences secondaires               | 172 768           | 178 332           | 3,2%                    |
| Taxe Foncière  | 24 676 021        | 25 157 271        | 2,0%                    |
| <i>Part ménage</i>   | 16 535 878        | 16 837 265        | 1,8%                    |
| <i>Part économique – Locaux commerciaux</i>                | 7 405 448         | 7 552 372         | 2,0%                    |
| <i>Part économique – Bâtiments et terrains industriels</i> | 734 695           | 767 634           | 4,5%                    |
| Foncier non bâti   | 36 646            | 43 336            | 18,3%                   |
| <b>Total produit fiscal</b>                                | <b>24 885 435</b> | <b>25 378 939</b> | <b>2,0%</b>             |
| Rôles supplémentaires                                      | 97 308            | 24 947            |                         |

L'analyse rétrospective de la fiscalité montre, sur la période de 2014 à 2022, une évolution des bases liée à l'inflation pour la revalorisation forfaitaire (Loi de finances) et une évolution faible de la progression physique des bases.

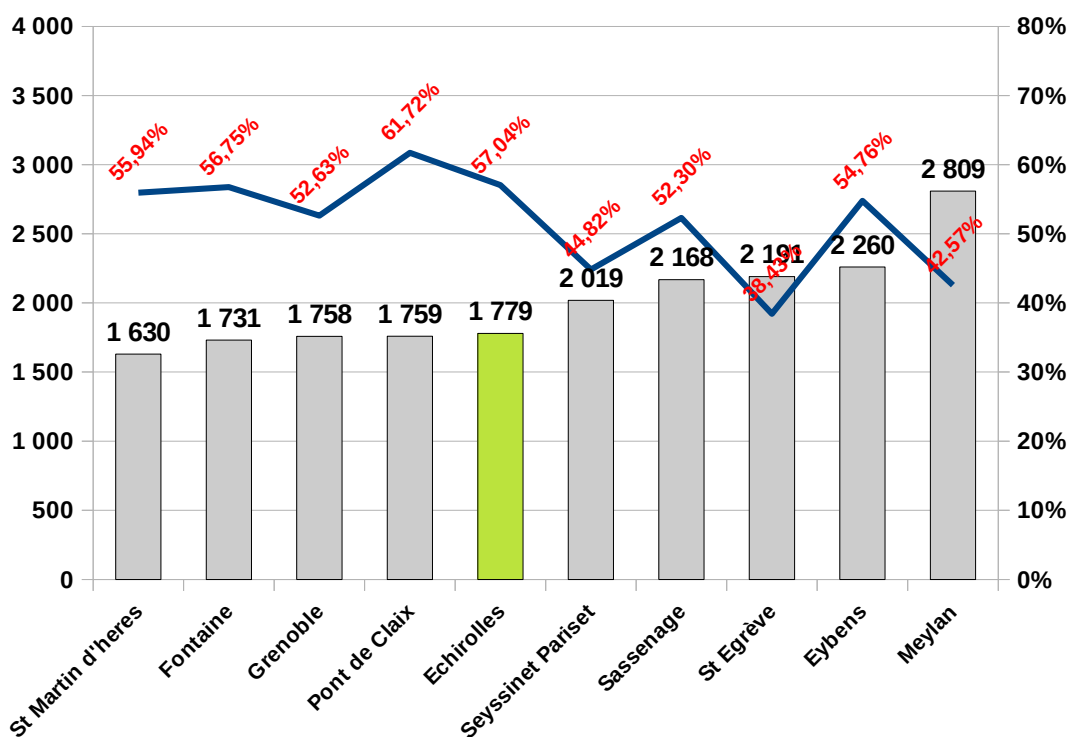
### Evolution 2014-2022 des composantes de la variation du produit de fiscalité directe communale



|   | 2014 | 2015 | 2016  | 2017 | 2018 | 2019  | 2020  | 2021 | 2022  |
|---|------|------|-------|------|------|-------|-------|------|-------|
| Évolution des taux                      | 0,0% | 5,0% | 3,5%  | 0,0% | 0,0% | 0,0%  | 0,0%  | 0,0% | 0,0%  |
| Évolution revalorisation des bases (LF) | 0,9% | 0,9% | 1,0%  | 0,4% | 1,1% | 2,2%  | 1,1%  | 0,7% | 3,4%  |
| Évolution physique                      | 0,5% | 1,3% | -1,1% | 0,5% | 0,2% | -0,3% | -0,2% | 0,5% | -1,4% |

Sur un panel de communes de la Métropole en 2022, la base nette de taxe foncière de la commune d'Échirolles se situe à un niveau faible de 1 779 € soit – 9 % par rapport à la moyenne de l'agglomération. La faible valeur des bases a dû être compensée par un taux d'imposition sur le foncier bâti plus élevé.

### Comparatif 2022 - Base nette moyenne de TF





## 2-1-2 La fiscalité indirecte

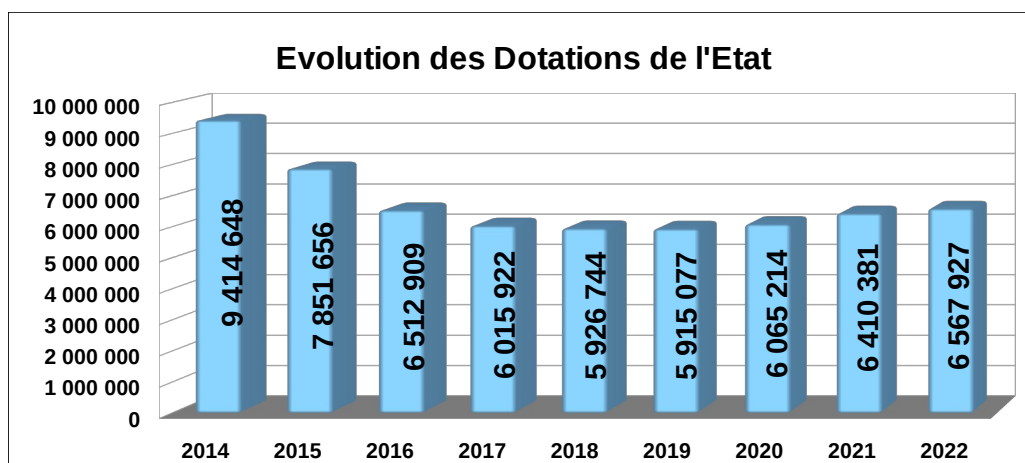
En 2022, le produit de la fiscalité indirecte s'élève à 2 163 390 €, en diminution de 4,23 % par rapport à 2021. Cette diminution s'explique principalement par le produit de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) qui diminue de 13,76 % suite à des réductions de surfaces des supports taxables (conséquences de liquidations judiciaires et du nouveau règlement publicitaire intercommunal). Le produit fiscal relatif aux droits de mutation diminue également de 4,29 % mais reste à un niveau élevé par rapport aux années précédentes.

Le taux de réalisation par rapport aux crédits ouverts (BP+DM) est de 108,6%.

| Produit des impôts indirects en €                      | 2014             | 2015             | 2016             | 2017             | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)              | 947 293          | 623 148          | 753 359          | 1 099 624        | 717 046          | 1 031 021        | 866 554          | 1 191 080        | 1 139 998        |
| Taxe finale sur la consommation d'électricité (TFCE)   | 531 052          | 507 044          | 529 378          | 535 606          | 535 471          | 523 216          | 524 002          | 506 650          | 526 475          |
| Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE)         | 256 000          | 239 990          | 216 948          | 413 362          | 550 125          | 607 138          | 503 329          | 469 307          | 404 726          |
| Autres – droits de place, droits de stationnement, ... | 54 876           | 49 702           | 54 631           | 55 529           | 63 778           | 80 594           | 52 427           | 91 905           | 92 191           |
| <b>Total</b>   | <b>1 789 221</b> | <b>1 419 884</b> | <b>1 554 316</b> | <b>2 104 121</b> | <b>1 866 419</b> | <b>2 241 969</b> | <b>1 946 312</b> | <b>2 258 942</b> | <b>2 163 390</b> |
| % Évolution  | 11,35%           | -20,64%          | 9,47%            | 35,37%           | -11,30%          | 20,12%           | -13,19%          | 16,06%           | -4,23%           |

## 2-2 Les concours financiers

Pour rappel, globalement la ville d'Échirolles a perdu 5,1 M€ de dotations sur la période 2011 / 2020. La période 2014/2017 a été la plus significative pour la collectivité qui a subi une baisse brutale et très importante de ses dotations suite au désengagement de l'État pour réduire le déficit public.



En 2021, l'État a abandonné sa stratégie de désendettement inscrite initialement dans la loi de programmation des finances publiques 2018-2022. Pour mémoire, cet objectif prenait appui sur une trajectoire de réduction du déficit budgétaire de l'État et utilisait le levier de la baisse des concours financiers aux collectivités locales. L'État affiche désormais une politique de relance et de soutien financier des budgets locaux pour amortir le choc de la crise sanitaire.

Les dotations de l'État 2022, pour la Ville, représentent 6 567 927 € en progression de 157 546 € par rapport à 2021 soit +2,5%.

| Concours financiers<br>En €   | 2014             | 2015             | 2016             | 2017             | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dotation globale de fonctionnement (État)   | 7 620 620        | 6 426 039        | 5 253 777        | 4 899 861        | 4 904 728        | 4 914 861        | 5 074 208        | 5 119 905        | 5 128 219        |
| Compensation sortie dotation nationale de péréquation (État)                          | 163 265          | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Compensations fiscales (État)   | 949 749          | 880 806          | 823 283          | 767 382          | 743 073          | 777 062          | 812 483          | 1 147 658        | 1 325 454        |
| Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (Conseil Départemental) | 681 014          | 544 811          | 435 849          | 348 679          | 278 943          | 223 154          | 178 523          | 142 818          | 114 254          |
| <b>Total concours financiers</b>  | <b>9 414 648</b> | <b>7 851 656</b> | <b>6 512 909</b> | <b>6 015 922</b> | <b>5 926 744</b> | <b>5 915 077</b> | <b>6 065 214</b> | <b>6 410 381</b> | <b>6 567 927</b> |
| <b>Évolution en %</b>   | <b>-8,2%</b>     | <b>-16,6%</b>    | <b>-17,1%</b>    | <b>-7,6%</b>     | <b>-1,5%</b>     | <b>-0,2%</b>     | <b>2,5%</b>      | <b>5,7%</b>      | <b>2,5%</b>      |

L'augmentation constatée depuis 2021 s'explique principalement par la nouvelle compensation liée à l'exonération de 50 % de la valeur locative des établissements industriels.

Les différents concours financiers sont détaillés dans les pages suivantes.

## 2-2-1 La dotation globale de Fonctionnement (DGF)

Elle comprend :

**La dotation forfaitaire :** Pour 2022, elle s'élève à 1 939 185 € soit une diminution en valeur de 170 685 € par rapport à 2021 (-8,09%). Elle est calculée à partir de la dotation forfaitaire 2021 et intègre les deux parts suivantes :

- **la part dynamique de la population** +0 € (population DGF 2021 = 37 314 et population DGF 2022 = 37 314),

- **la part écrêtement** -170 685 € liés à l'écrêtement de la Commune en fonction de l'écart du potentiel fiscal par habitant comparé à la moyenne nationale. Le potentiel fiscal de la commune par habitant est de 1 306,15 pour un potentiel fiscal moyen de la strate de 1 171,54.

| En €                 | CA 2021   | Variation de la population<br>+ Habitants | Écrêtement 1% RRF<br>calculé sur Potentiel<br>fiscal et la moyenne<br>nationale | CA 2022   |
|----------------------|-----------|---|---|-----------|
| Dotation forfaitaire | 2 109 870 | 0   | -170 685  | 1 939 185 |

**La dotation de solidarité urbaine (DSU) :**

Le changement de la pondération des critères de l'indice synthétique permettant le classement des communes éligibles à la DSU aboutit à mieux valoriser le revenu par habitant au détriment du potentiel financier. Cette modification a permis à la ville d'Échirolles de revenir dans les 250 premières communes éligibles (rang 201 en 2017 à 146 en 2022).

## Tableau des pondérations

|                                  | Jusqu'en<br>2016 | A compter<br>De 2017 |
|----------------------------------|------------------|----------------------|
| Nombre d'allocataires APL        | 30%              | 30%                  |
| Nombre de logements sociaux      | 15%              | 15%                  |
| Potentiel financier par habitant | 45%              | 30%                  |
| Revenu des habitants             | 10%              | 25%                  |

Pour 2022, la dotation de solidarité urbaine s'élève à 3 189 034 € en progression de +5,95% par rapport à 2021. Cette progression s'explique par un abondement de l'enveloppe globale de 90 millions d'euros par le gouvernement mais aussi par le classement de la commune dans les 250 premières communes éligibles.

| En €                           | DSU 2021  | DSU<br>majoration<br>2022 | DSU 2022         | Variation<br>21/22 | Rang<br>DSU<br>2021 | Rang<br>DSU<br>2022 |
|--------------------------------|-----------|---------------------------|------------------|--------------------|---------------------|---------------------|
| Dotation de solidarité urbaine | 3 010 035 | 178 999                   | <b>3 189 034</b> | 5,95%              | 150                 | <b>146</b>          |

### La compensation de sortie de la Dotation Nationale de Péréquation (DNP).

Le potentiel financier de la commune étant supérieur à celui de la strate, la ville d'Échirolles est sortie du dispositif depuis 2011. L'extinction de la DNP s'est faite par une perte lissée : 90% de 2011 en 2012, 75% de 2011 en 2013, 50% de 2011 en 2014 et sortie du dispositif en 2015.

| Dotation globale de<br>fonctionnement en €                        | 2014             | 2015             | 2016             | 2017             | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dotation forfaitaire  | 5 717 424        | 4 505 714        | 3 314 249        | 2 629 084        | 2 438 987        | 2 276 330        | 2 237 352        | 2 109 870        | 1 939 185        |
| Dotation de solidarité urbaine de droit<br>commun                 | 1 903 196        | 1 920 325        | 1 939 528        | 2 270 777        | 2 465 741        | 2 638 531        | 2 836 856        | 3 010 035        | 3 189 034        |
| <b>Total DGF</b>  | <b>7 620 620</b> | <b>6 426 039</b> | <b>5 253 777</b> | <b>4 899 861</b> | <b>4 904 728</b> | <b>4 914 861</b> | <b>5 074 208</b> | <b>5 119 905</b> | <b>5 128 219</b> |
| Évolution en %  | -5,69%           | -15,68%          | -18,24%          | -6,74%           | 0,10%            | 0,21%            | 3,24%            | 4,17%            | 1,06%            |
| Compensation de sortie de la dotation<br>nationale de péréquation | 163 265          | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |

### 2-2-2 Les compensations fiscales

Elles correspondent à des concours financiers versés aux collectivités territoriales pour les pertes de recettes consécutives à des mesures d'exonération ou d'abattement prises par le législateur.

| Compensations fiscales<br>en €                | 2014           | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | 2020           | 2021             | 2022             |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|------------------|
| Compensation taxe<br>habitation DCTH          | 312 646        | 349 004        | 273 013        | 389 780        | 406 901        | 426 348        | 450 222        | 0                | 0                |
| Compensation foncier bâti<br>et non bâti DCFB | 380 482        | 273 753        | 406 485        | 332 852        | 336 172        | 350 714        | 362 261        | 1 147 658        | 1 325 454        |
| Compensation dotation<br>unique DCTU          | 256 621        | 169 542        | 143 785        | 44 750         | 0              | 0              | 0              | 0                | 0                |
| <b>Total</b>                                  | <b>949 749</b> | <b>792 299</b> | <b>823 283</b> | <b>767 382</b> | <b>743 073</b> | <b>777 062</b> | <b>812 483</b> | <b>1 147 658</b> | <b>1 325 454</b> |
| Évolution en %                                | -12,31%        | -16,58%        | 3,91%          | -6,79%         | -3,17%         | 4,57%          | 4,56%          | 41,25%           | 15,49%           |
| Compensation TH versée<br>à tort              |                | 88 507         |                |                |                |                |                |                  |                  |

En outre, les compensations fiscales sont considérées par l'État comme des variables d'ajustement de l'enveloppe des concours financiers aux collectivités territoriales, certaines sont affectées d'un coefficient de minoration.

Pour 2022, les compensations fiscales s'élèvent à 1 325 454 € en progression globalement de 15,49% par rapport à 2021.

| Les compensations fiscales en €                           | CA 2021          | CA 2022         |         |                             |                           |                  |
|---|------------------|-----------------|---------|-----------------------------|---------------------------|------------------|
|   |                  | Bases exonérées | Taux    | Compensat° avant minoration | Coefficient de minoration | CA 2022          |
| Foncier bâti – Personnes de condition modeste             | 21 450           | 814 948         | 35,77 % | 291 507                     | 0,069697                  | 20 317           |
| Foncier bâti – Abattement 30 % contrat de ville           | 293 009          | 1 801 016       | 57,04 % | 1 027 300                   | 0,399680                  | 410 591          |
| Foncier bâti – Quartier prioritaire politique de la ville | 4 998            | 35 861          | 53,76 % | 19 279                      | 0,263946                  | 5 089            |
| Foncier bâti – Exonération longue durée                   | 51 534           | 1 820 838       | 57,04 % | 1 038 606                   | 0,069697                  | 72 388           |
| Foncier bâti – Abattement 50 % établissements industriels | 776 397          | 1 431 979       | 57,04 % | 816 801                     | 0,000000                  | 816 801          |
| Foncier non bâti – Abattement 20 % terre agricole         | 269              | 447             | 86,40 % | 386                         | 0,695688                  | 269              |
| <b>Total compensations fiscales</b>                       | <b>1 147 657</b> |                 |         |                             |                           | <b>1 325 454</b> |

## 2-2-3 La Réforme de la taxe professionnelle et du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP)

### Un rappel de la Réforme de la taxe professionnelle et du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP)

Avant 2011, le FDPTP était alimenté par une part de taxe professionnelle constituée par des écrêtements sur les établissements dont les bases de TP par habitant de la commune d'implantation étaient supérieures à deux fois la moyenne nationale et par des prélèvements spécifiques aux EPCI à taxe professionnelle unique. Le FDPTP était réparti par les Conseils Départementaux avec pour objectif la réduction des écarts de richesse entre collectivités territoriales et leurs groupements.

#### Échirolles bénéficiait de 2 parts,

- une part pour communes dites « concernées ». Les communes dites « concernées » sont essentiellement celles accueillant au moins 10 salariés de l'établissement écrêté représentant avec leur famille au moins 1% de la population communale.
- une part pour communes dites « défavorisées ». Les communes dites « défavorisées » sont celles considérées comme telles par le Conseil Départemental au regard de la faiblesse de leur potentiel fiscal.

Depuis 2011, la part du FDPTP « communes concernées » est compensée par la dotation de compensation de la réforme de taxe professionnelle DCRTP (recette non fiscale) et le fonds national de garantie individuelle des ressources FNGIR (recette fiscale), versés directement par l'État. Le produit du FNGIR et du DCRTP est égal à la somme des versements effectués au titre de 2009 relatif au FDPTP « communes concernées ».

La part du FDPTP « communes défavorisées » est alimentée par une dotation de l'État mais reste répartie par le Conseil Départemental. Cependant, la répartition intègre le potentiel fiscal 4 taxes, indicateur de richesse très défavorable pour Échirolles depuis la suppression de la taxe professionnelle. Échirolles sort donc du dispositif par une perte lissée (- 20% chaque année de l'année N-1) du FDPTP « communes défavorisées »

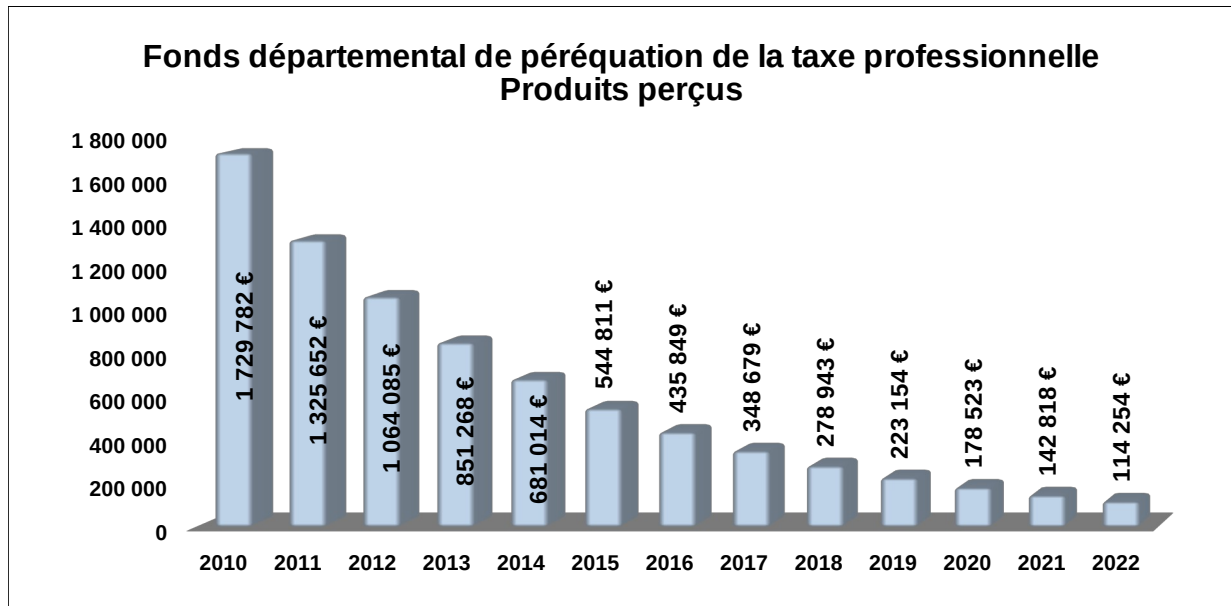
La loi de finances 2017 est marquée par l'élargissement de l'assiette des variables d'ajustement dont : le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) et la dotation de compensation de la réforme de taxe professionnelle (DCRTP).

Globalement pour 2022, les dotations issues de la réforme de la taxe professionnelle baissent de 6,10% par rapport à 2021.

Le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) et la dotation de compensation de la réforme de taxe professionnelle (DCRTP) représentent 439 698 €.

| Dotations issues de la réforme de la taxe professionnelle en €            | 2014             | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | 2020           | 2021           | 2022           |
|---|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP)     | 681 014          | 544 811        | 435 849        | 348 679        | 278 943        | 223 154        | 178 523        | 142 818        | 114 254        |
| Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)            | 245 164          | 245 164        | 245 164        | 245 164        | 244 901        | 245 088        | 245 088        | 245 088        | 245 088        |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | 128 910          | 128 910        | 128 910        | 128 910        | 128 910        | 96 823         | 80 356         | 80 356         | 80 356         |
| <b>Total dotations</b>  | <b>1 055 088</b> | <b>918 885</b> | <b>809 923</b> | <b>722 753</b> | <b>652 754</b> | <b>565 065</b> | <b>503 967</b> | <b>468 262</b> | <b>439 698</b> |
| Évolution en %  | -13,89%          | -12,91%        | -11,86%        | -10,76%        | -9,69%         | -13,43%        | -10,81%        | -7,08%         | -6,10%         |

La dotation la plus impactée reste le FDPTP qui depuis 2010 a diminué de 1 615 528 € passant de 1 729 782 € à 114 254 €.



#### 2-2-4 Les dotations de la Métropole.

Les dotations de la Métropole sont composées de l'Attribution de Compensation de fonctionnement (AC) et de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC).

L'attribution de compensation de fonctionnement qui s'élevait début 2015 à 15 105 355 € a fait l'objet d'ajustements compte tenu des transferts de compétences à la Métropole dans le cadre de la loi MAPTAM du 23 décembre 2014. Les CLECT (Commission locale d'évaluation des charges transférées) successives depuis 2015 ont acté des baisses de l'attribution de compensation liées aux transferts de compétences. L'AC 2022 s'élève à 12 979 903 €.

Les compétences obligatoires et optionnelles transférées sont les suivantes : la voirie (déplacements et accessibilité), l'urbanisme, l'incendie, le développement économique, l'énergie, le logement, le foncier, l'environnement, la politique de la ville, les ouvrages d'art de voirie, la Gemapi, l'emploi / insertion et la bibliothèque numérique.

La dotation de solidarité communautaire (DSC) est figée depuis 2015 à 2 052 109 €. Des réflexions sont actuellement en cours sur la question du pacte fiscal et financier entre les Communes et la Métropole pour envisager un renforcement de la péréquation de cette dotation. Il convient d'être vigilant sur les critères retenus pour que cette refonte ne vienne pas pénaliser la commune. La DSC se décompose en deux parties : 1 852 802 € de dotation de solidarité communautaire et 199 307 € de dotation spécifique « logements sociaux ».

Globalement en 2022 les versements de la Métropole s'élèvent à 15 032 012 €.

### 2-3 Les subventions et participations

En 2022, les subventions de fonctionnement versées par les différents co-financeurs ont représenté 1 802 044 €. Elles augmentent de 24,56% par rapport à 2021 soit en valeur absolue +355 344 €. Cette hausse est liée à de nouvelles actions mises en œuvre sur le territoire, financées par divers partenaires, comme le déploiement des conseillers numériques (mis en place au dernier trimestre 2021 et pris en compte sur une année totale en 2022) ; le dispositif de concertation avec les habitants dans le cadre du label « territoire d'engagement » ; des projets plus conséquents dans le cadre de « destination été »...

Les principales subventions se décomposent comme suit :

- les financements de la Caisse d'Allocations Familiales avec le contrat jeunesse pour 639 377 € ;
- le fonds de soutien sur la réforme des rythmes scolaires pour 324 550 € dont la dotation complémentaire liée au classement DSU ;
- les financements des projets « Cité éducative » pour 60 026 €, « destination Été » pour 112 000 € et « projets culture-jeunesse » pour 32 500 € ;
- les participations sur la politique jeunesse pour 169 459 € avec les activités loisirs pour 95 816 € et les actions de prévention pour 73 644 € ;
- les participations des actions menées par la politique culturelle pour 70 618 € ;
- les participations sur des actions menées par la politique sportive pour 8 475 € ;
- le financement du salaire de la chargée de mission du programme national de renouvellement urbain Eco-quartier Villeneuve pour 47 500 € ;
- le financement de l'État sur les conseillers numériques pour 120 000 € (année complète) ;
- le financement de l'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires) lié au label « territoire d'engagement » pour le dispositif de concertation avec les habitants d'un montant de 83 920 € ;
- le financement des postes « adulte relais » pour 16 760 €, les chantiers jeunes pour 5 000 € et la GUP pour 7 000 € ;
- le fonds de compensation de la TVA de fonctionnement pour 37 549,79 € ;
- les dotations et participations sur les élections 2022, les dotations titres sécurisés, la participation au recensement pour 67 309 € ;

| En €                                  | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      | 2018      | 2019      | 2020      | 2021      | 2022      |
|---------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Subv. De Fonctionnement reçues</b> | 1 307 988 | 1 316 318 | 1 251 579 | 1 433 971 | 1 341 443 | 1 460 015 | 1 814 075 | 1 446 700 | 1 802 044 |
| <b>Evolution en %</b>                 |           | 0,64 %    | -4,92 %   | 14,57 %   | -6,45 %   | 8,84 %    | 24,25 %   | -20,25 %  | 24,56 %   |

## 2-4 Les recettes courantes de fonctionnement

Les recettes courantes représentent 3 162 796 € en hausse de 4,76 % par rapport à 2021. Après une année 2020 perturbée par la crise sanitaire de la Covid19 qui a engendré une perte significative des recettes tarifaires, l'année 2021 a été moins perturbée et l'année 2022 est celle du retour à la normale. Les recettes tarifaires (restauration municipale, salle vital, stade nautique, école municipale des sports, atout sports et locations de salles) ont progressé par rapport à 2021 et surtout 2020, mais reste à des niveaux inférieurs aux années antérieures à 2020. Cela peut s'expliquer principalement par deux facteurs :

- Le stade nautique n'a pas retrouvé son taux de fréquentation antérieur à la crise Covid ce qui a engendré une baisse des recettes (221 515 € en 2019 et 172 093 € en 2022) ;
- Même si la fréquentation des restaurants scolaires connaît toujours une augmentation, le quotient moyen des familles des enfants connaît une baisse significative, ce qui engendre une facturation moyenne également en baisse. (1 002 155 € en 2019 et 833 397 € en 2022) ;

Par rapport aux crédits ouverts (BP+DM) le taux de réalisation des recettes courantes est de 90,93%.

Elles sont composées :

**Des produits des services** pour 2 274 942 €, en augmentation de 3,14% par rapport à 2021 (2 205 627 €) soit en valeur absolue +69 316 €. Parmi ces produits :



- les recettes d'exploitation (restauration municipale, entrées piscine,...) et les redevances (concessions cimetières, installations terrasses, ventes diverses) d'un montant de 1 423 879 € soit +4,67% des produits perçus en 2021 (1 360 407 €), soit en valeur absolue +63 472 € expliqués par la reprise des activités tarifées;
- Parallèlement, une stabilité est constatée sur les remboursements de mises à disposition de personnel et de frais divers (CCAS, Sirlysag, Objectif Sport Échirolles, Evade...) et les remboursements de la Métropole sur conventions pour un montant de 851 064 € soit une augmentation de 0,69% de produits perçus en 2021 (845 220 €).

**Les autres produits de gestion** représentent 887 852 €, en progression de 9,15 % (74 403 €) par rapport à 2021 (813 449 €). Ils correspondent aux loyers perçus par la ville (le terrain Carrefour, le loyer Répac, le restaurant Mac Donald, les locations de salles,...). La progression de ces recettes est liée à un avenant sur le terrain Carrefour ainsi qu'un retour à la normale des locations de salles suite à la crise Covid.

| Les recettes courantes en €   | 2014             | 2015             | 2016             | 2017             | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Produits des services   | 3 005 795        | 3 186 447        |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| Produits des services retraités des transferts Métropole en 2015    |                  | 2 539 459        | 2 428 106        | 2 715 055        | 2 566 290        | 2 591 136        | 2 069 147        | 2 205 627        | 2 274 942        |
| Évolution en %  |                  |                  | -4,38%           | 11,82%           | -5,48%           | 0,97%            | -20,15%          | 6,60%            | 3,14%            |
| Les autres produits de gestion                                      | 918 282          | 843 645          | 951 525          | 859 314          | 885 609          | 885 051          | 816 695          | 813 451          | 887 854          |
| Évolution en %  | 16,64%           | -8,13%           | 12,79%           | -9,69%           | 3,06%            | -0,06%           | -7,72%           | -0,40%           | 9,15%            |
| <b>Total Recettes courantes</b>                                     | <b>3 924 077</b> | <b>4 030 092</b> |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| Évolution en %  | 7,39%            | 2,70%            |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| <b>Total recettes courantes retraitées des transferts Métropole</b> |                  | <b>3 383 104</b> | <b>3 379 631</b> | <b>3 574 369</b> | <b>3 451 899</b> | <b>3 476 187</b> | <b>2 885 842</b> | <b>3 019 077</b> | <b>3 162 796</b> |
| Évolution en %  |                  |                  | -0,10%           | 5,76%            | -3,43%           | 0,70%            | -16,98%          | 4,62%            | 4,76%            |

## 2-5 Les atténuations de charges

Elles correspondent :

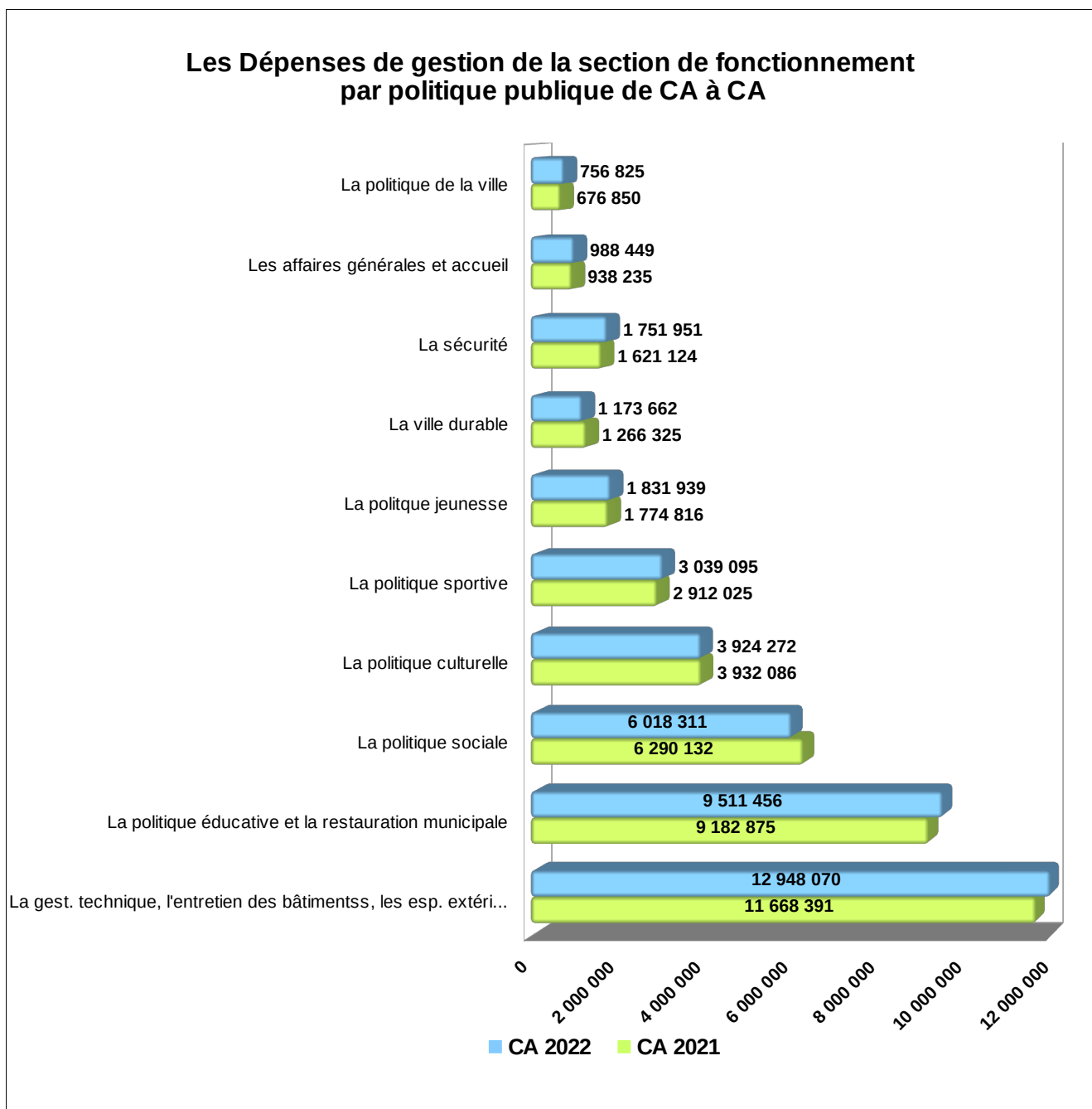
- aux remboursements des indemnités journalières par la caisse primaire d'assurance maladie pour 154 291 €.
- Aux financements par l'État des contrats aidés pour 88 401 €.

| Les atténuations de charges en €                         | 2014           | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | 2020           | 2021           | 2022           |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Remboursement par assurance et/ou CPAM pour le personnel | 179 038        | 218 368        | 214 113        | 169 574        | 149 153        | 120 041        | 125 765        | 133 716        | 154 291        |
| Financement des contrats aidés                           | 0              | 0              | 0              | 0              | 0              | 0              | 0              | 71 287         | 88 401         |
| <b>Atténuations de charges</b>                           | <b>179 038</b> | <b>218 368</b> | <b>214 113</b> | <b>169 574</b> | <b>149 153</b> | <b>120 041</b> | <b>125 765</b> | <b>205 003</b> | <b>242 692</b> |
| Évolution  | -28,1%         | 22,0%          | -1,9%          | -20,8%         | -12,0%         | -19,5%         | 4,8%           | 63,0%          | 18,4%          |

# **3 – LES DÉPENSES DE GESTION**

La réalisation du budget 2022 a respecté la stratégie financière de la majorité municipale, avec pour objectif de restaurer les équilibres financiers, d'améliorer les niveaux d'épargne et de poursuivre la diminution de l'endettement.

La répartition par politique publique des dépenses de fonctionnement prend en compte les charges courantes, les charges de personnel et les charges de transfert. Cette répartition compare le compte administratif 2022 et le compte administratif 2021. La baisse des dépenses de gestion de la politique sociale s'explique par la réduction de la subvention versée au CCAS (voir explications page 28). Les fonctions ressources ne sont pas représentées dans le graphique ci-dessous et correspondent principalement aux services ressources humaines, finances, direction générale, documentation / archives, informatique et téléphonie,....



En 2022, les dépenses de gestion s'élèvent globalement à 49 858 968 € en augmentation de 3,92 % par rapport à 2021. Comparées aux crédits ouverts, c'est à dire au budget 2022 (BP+DM), elles ont été réalisées à hauteur de 96,37%. Chaque rubrique du tableau ci-dessous est expliquée dans les pages suivantes.

| En €                             | CA 2021           | Budget 2022 (BP+DM) | CA 2022           | % Évolution de CA à CA |
|----------------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------------|
| Charges courantes des services   | 7 686 604         | 10 013 966          | 9 007 579         | 17,19%                 |
| Charges de personnel             | 29 022 193        | 30 450 000          | 29 824 741        | 2,77%                  |
| Charges de transferts            | 11 269 005        | 11 277 612          | 11 026 121        | -2,16%                 |
| Atténuations de produits         | 1 048             | 3 000               | 527               | -49,71%                |
| <b>Total dépenses de gestion</b> | <b>47 978 849</b> | <b>51 744 578</b>   | <b>49 858 968</b> | <b>3,92%</b>           |

### 3-1 Les charges courantes des services

Les charges courantes de fonctionnement s'élèvent à 9 007 579 €, en hausse de 17,19 % par rapport à 2021.

Comparées aux crédits ouverts (BP+DM), elles ont été réalisées à hauteur de 89,95%.

Le poste « fluides » connaît une forte progression par rapport à 2021 de plus de 25 %. Malgré les modes de gestion adaptés et les améliorations thermiques réalisées au sein de différents bâtiments qui permettent de garder une certaine maîtrise, l'envolée des prix à compter du second semestre à engendrer en valeur absolue 559 339 € de dépenses supplémentaires. Les autres dépenses courantes ont progressé de plus de 15 % par rapport à 2021 en retrouvant un niveau proche de celui de 2019.

| Les Charges Courantes En €                                 | 2014             | 2015             | 2016             | 2017             | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dépenses courantes hors fluides                            | 6 176 527        | 5 842 172        | 5 594 967        | 5 700 183        | 5 659 732        | 5 428 895        | 5 220 835        | 4 766 676        | 5 511 293        |
| Évolution  | 0,15%            | -5,41%           | -4,23%           | 1,88%            | -0,71%           | -4,08%           | -3,83%           | -8,70%           | 15,62%           |
| Fluides  | 2 263 503        | 2 111 261        | 2 110 163        | 2 110 909        | 2 142 952        | 2 105 660        | 2 204 286        | 2 190 208        | 2 749 547        |
| Évolution  | -2,15%           | -6,73%           | -0,05%           | 0,04%            | 1,52%            | -1,74%           | 4,68%            | -0,64%           | 25,54%           |
| Contrat DSP – Accueils périscolaires – Evade               |                  |                  |                  |                  |                  |                  | 723 188          | 729 721          | 746 739          |
| <b>Charges courantes hors transferts Métropole</b>         | <b>8 440 030</b> | <b>7 953 433</b> | <b>7 705 130</b> | <b>7 811 092</b> | <b>7 802 684</b> | <b>7 534 555</b> | <b>8 148 310</b> | <b>7 686 604</b> | <b>9 007 579</b> |
| Évolution  | -0,48%           | -5,77%           | -3,12%           | 1,38%            | -0,11%           | -3,44%           | 8,15%            | -5,67%           | 17,19%           |
| Transfert Métropole – Voirie...                            | 82 330           | 84 599           |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| Transfert Métropole – Eau                                  |                  | 1 215 726        |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| <b>Total chapitre 011 – Charges courantes des services</b> | <b>8 522 360</b> | <b>9 253 758</b> | <b>7 705 130</b> | <b>7 811 092</b> | <b>7 802 684</b> | <b>7 534 555</b> | <b>8 148 310</b> | <b>7 686 604</b> | <b>9 007 579</b> |

### 3-2 Les charges de personnel

Les charges de personnel s'élèvent à 29 824 741 € en progression de 2,77 % par rapport à 2021. Comparées aux crédits ouverts (BP+DM), elles ont été réalisées à hauteur de 97,95%.

| Transfert de personnel                                | 2014              | 2015              | 2016              | 2017              | 2018              | 2019              | 2020              | 2021              | 2022              |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Charges de personnel avant transferts                 | 29 185 713        | 28 711 582        | 28 262 612        | 28 655 817        | 28 638 694        | 28 586 890        | 28 699 914        | 29 022 193        | 29 824 741        |
| <b>Évolution</b>                                      |                   | -1,62%            | -1,56%            | 1,39%             | -0,06%            | -0,18%            | 0,40%             | 1,12%             | 2,77%             |
| Transfert Métropole Eau Voirie Économie               | -389 326          | -334 642          | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| Transfert CCAS Ville dont Service Prévention          | 110 800           | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| Régularisation de charges sociales                    |                   |                   |                   |                   | 79 900            |                   |                   |                   |                   |
| <b>Charges de personnel retraitées des transferts</b> | <b>28 907 187</b> | <b>28 376 940</b> | <b>28 262 612</b> | <b>28 655 817</b> | <b>28 718 594</b> | <b>28 586 890</b> | <b>28 699 914</b> | <b>29 022 193</b> | <b>29 824 741</b> |
| <b>Évolution</b>                                      |                   | -1,83%            | -0,40%            | 1,39%             | 0,22%             | -0,46%            | 0,40%             | 1,12%             | 2,77%             |

\*les données de 2014 et 2015 ont été retraitées des transferts à la Métropole.

Après plusieurs années avec une évolution en dessous de 1,2 % par an, les charges de personnel évoluent plus fortement avec pour principale explication la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires de 3,5 % appliquée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 soit sur 6 mois. L'impact budgétaire s'élève à 530 000€. Sans cette mesure décidée et non compensée par l'État, les charges de personnels n'auraient évolué que de 0,94 %.

Les autres impacts significatifs sont énumérés dans le tableau ci-dessous :

| Les charges de personnel en €     | CA 2021           | CA 2022           |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Les facteurs d'évolution</b>   |                   | <b>802 548</b>    |
| Revalorisation du point d'indice  |                   | 530 000           |
| Glissement Vieillesse Technicité  |                   | 118 100           |
| Reclassement indiciaire Cat C     |                   | 184 800           |
| Augmentation du SMIC              |                   | 57 650            |
| Prime pouvoir d'achat             |                   | 63 000            |
| Variation des effectifs           |                   | -130 000          |
| Autres éléments                   |                   | -20 802           |
| <b>Total masse salariale en €</b> | <b>29 022 193</b> | <b>29 824 741</b> |
| <b>Évolution</b>                  |                   | <b>2,77%</b>      |

La ville est passée de 691,89 ETP en 2021 à 689,91 ETP en 2022, les principales variations selon les types de postes sont précisées dans le tableau ci-dessous :

| Ville d'Echirolles                                  | ETP 2021      | ETP 2022      |
|---|---------------|---------------|
| Autres (Stagiaires/emplois aidés/Pec/ Apprentis...) | 6,97          | 13,99         |
| Permanent Contractuel                               | 79,39         | 50,05         |
| Permanent Titulaire                                 | 566,52        | 552,89        |
| Enveloppe Remplacement                              | 18,37         | 20,68         |
| Enveloppe de Renfort                                | 24,48         | 55,69         |
| Saisonniers d'été                                   | 1,78          | 2,22          |
| <b>Total général Dont H Suppl.</b>                  | <b>697,51</b> | <b>695,52</b> |
| Heures suppl en ETP                                 | 5,62          | 5,61          |
| <b>Total général Sans Heures suppl.</b>             | <b>691,89</b> | <b>689,91</b> |

La ville a eu davantage recours à des emplois aidés et des apprentis. Les PEC (Parcours Emploi Compétences) sont passés de 4,7 ETP en 2021 à 7 ETP en 2022.

Les permanents contractuels ont connu un transfert d'environ 30 ETP vers des postes de renforts qui concernent principalement la direction de l'éducation et plus spécifiquement les animateurs périscolaire.

Les personnels titulaires ont connu une baisse d'effectifs du fait d'une part de postes vacants pénuriques non remplacés et des réorganisation qui ont permis de rationaliser les postes et de ne pas remplacer certains départs en retraite.

Le recours à des personnels de remplacement retrouve un niveau comparable à la période pré-covid

### 3-3 Les charges de transfert

Les charges de transfert s'élèvent à 11 026 121 €, en baisse de 2,16 % par rapport à 2021.

| Les charges de transfert en €            | 2014              | 2015              | 2016              | 2017              | 2018              | 2019              | 2020              | 2021              | 2022              |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Subventions aux opérateurs               | 10 341 000        | 9 834 465         | 9 605 432         | 9 694 761         | 9 353 272         | 8 945 829         | 7 931 203         | 8 130 470         | 7 928 470         |
| Subventions aux syndicats intercommunaux | 1 754 640         | 1 769 771         | 1 717 856         | 1 744 547         | 1 637 008         | 1 571 239         | 1 523 372         | 1 495 606         | 1 526 565         |
| Subventions au tissu associatif          | 1 508 532         | 1 411 393         | 1 272 505         | 1 081 428         | 1 068 785         | 1 165 837         | 1 095 445         | 1 129 537         | 1 058 856         |
| Autres dépenses de transfert             | 523 789           | 516 376           | 531 655           | 539 125           | 452 483           | 451 291           | 486 278           | 513 392           | 512 230           |
| <b>Total charges de transfert</b>        | <b>14 127 961</b> | <b>13 532 005</b> | <b>13 127 448</b> | <b>13 059 861</b> | <b>12 511 548</b> | <b>12 134 196</b> | <b>11 036 298</b> | <b>11 269 005</b> | <b>11 026 121</b> |
| Évolution                                | 8,01%             | -4,22%            | -2,99%            | -0,51%            | -4,20%            | -3,02%            | -9,05%            | 2,11%             | -2,16%            |
| Transfert Métropole Subventions Économie | 9 536             | 13 536            | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |

#### 3-3-1 Les subventions aux « opérateurs » de la Ville

Elles concernent les versements aux organismes dans lesquels la Ville détient un pouvoir de décision prépondérant (CCAS, Répac, Le Tracé) ou a pris un engagement conventionnel dans le cadre de politiques publiques « sectorielles » (Evade). La subvention à la Mission locale sud Isère n'est plus versée depuis 2019 suite au transfert de la compétence emploi / insertion à la Métropole.

Pour 2021, ces subventions se sont élevées à 7 928 470 €, en baisse de 2,48% par rapport à 2021 principalement expliquée par la réduction de la subvention au CCAS suite au résultat dégagé en 2021 et au versement du bonus territoire de la CAF en 2022. A noter également pour la première année le versement d'une subvention de fonctionnement sur 12 mois de 451 267 € suite à la création de l'EPA le TRACé (en 2021, le versement n'avait concerné que 9 mois de l'année).

| Subventions aux opérateurs en €         | 2014              | 2015             | 2016             | 2017             | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
|---|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| CCAS                                    | 7 070 000         | 6 756 430        | 6 607 875        | 6 722 775        | 6 445 927        | 6 295 927        | 6 219 603        | 6 013 603        | 5 763 603        |
| EVADE                                   | 2 450 000         | 2 303 000        | 2 232 522        | 2 229 900        | 2 179 900        | 2 136 302        | 1 200 000        | 1 200 000        | 1 200 000        |
| RéPAC                                   | 597 000           | 564 475          | 554 475          | 537 841          | 529 500          | 513 600          | 511 600          | 513 600          | 513 600          |
| Le Tracé                                | 0                 | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 403 267          | 451 267          |
| Mission locale Sud Isère                | 224 000           | 210 560          | 210 560          | 204 245          | 197 945          | 0                | 0                | 0                | 0                |
| <b>Total Subventions aux opérateurs</b> | <b>10 341 000</b> | <b>9 834 465</b> | <b>9 605 432</b> | <b>9 694 761</b> | <b>9 353 272</b> | <b>8 945 829</b> | <b>7 931 203</b> | <b>8 130 470</b> | <b>7 928 470</b> |

### 3-3-2 Les participations aux syndicats intercommunaux

Pour 2022, les participations aux syndicats intercommunaux s'élèvent à 1 526 565 € en hausse de 2,07% par rapport à 2021. Cette augmentation s'explique uniquement par un contingent SITPI en hausse suite à l'intégration au pacte du logiciel courrier (Maarch) pour 30 772 € qui comprenait la mise en place de la solution (les coûts seront moindres les années suivantes).

| Subventions aux syndicats intercommunaux en €  | 2014             | 2015             | 2016             | 2017             | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| École de musique Jean Wiener – CRI   | 902 500          | 884 300          | 862 000          | 867 000          | 800 900          | 776 900          | 762 000          | 762 000          | 762 000          |
| Syndicat intercommunal pour la télématique et les prestations informatiques - SITPI                  | 546 576          | 530 903          | 504 088          | 533 629          | 533 497          | 499 700          | 508 772          | 483 393          | 514 733          |
| Syndicat intercommunal pour la réalisation du lycée du sud de l'agglomération grenobloise - SIRLYSAG | 65 998           | 62 038           | 61 343           | 54 309           | 65 888           | 56 101           | 49 061           | 46 675           | 46 293           |
| Les moulins de Villancourt   | 35 000           | 40 000           | 40 000           | 38 800           | 38 800           | 40 615           | 40 615           | 40 615           | 40 615           |
| Association départementale Isère Drac Romanche - ADIDR   | 49 608           | 52 106           | 52 502           | 52 886           | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Syndicat intercommunal pour la réalisation du stade de football - SIRSEE                             | 35 000           | 37 500           | 35 000           | 35 000           | 35 000           | 35 000           | 0                | 0                | 0                |
| Participation à la ville de Pont de Claix sur la zone de Comboire (ex SIERZAC)                       |                  | 162 923          | 162 923          | 162 923          | 162 923          | 162 923          | 162 923          | 162 923          | 162 923          |
| <b>Total participations intercommunales</b>  | <b>1 634 681</b> | <b>1 769 771</b> | <b>1 717 856</b> | <b>1 744 547</b> | <b>1 637 008</b> | <b>1 571 239</b> | <b>1 523 372</b> | <b>1 495 606</b> | <b>1 526 565</b> |
| Évolution  | -0,51%           | 8,26%            | -2,93%           | 1,55%            | -6,16%           | -4,02%           | -3,05%           | -1,82%           | 2,07%            |

### 3-3-3 Les subventions au tissu associatif

Les subventions au tissu associatif s'élèvent à 1 058 856 € en diminution de 6,26% par rapport à 2021. Cette diminution est liée à la non reconduction de deux subventions exceptionnelles versées en 2021 (une subvention exceptionnelle de 48 000 € attribuée au Centre du graphisme pour permettre une continuité de fonctionnement jusqu'au 31 mars 2021, ainsi que le versement de la subvention au marché de Noël de 26 000 € qui n'avait pas été versée en 2020).

| Subventions au tissu associatif en €                   | 2014             | 2015             | 2016             | 2017             | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Comité social local                                    | 98 307           | 92 307           | 90 517           | 90 582           | 92 148           | 93 689           | 91 456           | 90 630           | 89 512           |
| Vie associative et rel. internationales                | 112 266          | 98 614           | 76 361           | 71 835           | 73 515           | 76 228           | 20 198           | 59 231           | 59 639           |
| Enseignement   | 85 284           | 64 294           | 63 220           | 56 591           | 64 467           | 65 302           | 65 554           | 66 435           | 66 032           |
| Culture  | 233 250          | 235 050          | 151 966          | 42 774           | 27 769           | 47 056           | 42 637           | 101 417          | 38 777           |
| Sports   | 753 474          | 711 974          | 672 434          | 614 262          | 580 500          | 658 790          | 645 706          | 580 904          | 592 100          |
| Jeunesse + Prévention                                  | 243 802          | 231 529          | 239 975          | 250 094          | 222 136          | 215 079          | 218 310          | 218 335          | 193 613          |
| Aide sociale   | 48 649           | 43 275           | 41 855           | 14 040           | 3 000            | 6 000            | 3 000            | 6 000            | 9 000            |
| Environnement  | 2 500            | 2 350            | 2 075            | 2 250            | 4 350            | 2 824            | 8 584            | 6 585            | 8 683            |
| Sécurité publique                                      |                  |                  | 900              | 900              | 900              | 870              | 0                | 0                | 0                |
| Économie   | 9 536            | 14 536           |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| Aide Ukraine (Croix Rouge)                             |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  | 1 500            |
| <b>Total des subventions au tissu associatif</b>       | <b>1 587 068</b> | <b>1 493 929</b> | <b>1 339 303</b> | <b>1 143 328</b> | <b>1 068 785</b> | <b>1 165 837</b> | <b>1 095 445</b> | <b>1 129 537</b> | <b>1 058 856</b> |
| Arrêté des comptes 2022. Évolution par rapport de 2021 |                  | -0,22%           | -5,87%           | -10,35%          | -14,63%          | -6,52%           | 9,08%            | -6,04%           | -6,26%           |



### 3-3-4 Les autres dépenses de transfert

Elles sont en très légère baisse de 0,23 % par rapport à 2021. Elles sont constituées des indemnités, cotisations, frais de formation, versées en faveur des membres du conseil municipal à hauteur de 381 327 €, qui restent stables par rapport à 2021, et à des charges diverses (dont les admissions en non valeur et autres contributions) à hauteur de 130 903 € en baisse de 0,77% par rapport à 2021.

| Autres dépenses de transfert en €             | 2014           | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | 2020           | 2021           | 2022           |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Indemnités, cotisations et formation Élus     | 381 834        | 374 490        | 381 218        | 382 004        | 361 419        | 366 830        | 349 147        | 381 470        | 381 327        |
| Charges diverses                              | 72 955         | 72 886         | 83 639         | 95 221         | 91 064         | 84 461         | 137 131        | 131 922        | 130 903        |
| <b>Total des autres dépenses de transfert</b> | <b>454 789</b> | <b>447 376</b> | <b>464 857</b> | <b>477 225</b> | <b>452 483</b> | <b>451 291</b> | <b>486 278</b> | <b>513 392</b> | <b>512 230</b> |
| Évolution                                     | 2,65%          | -1,63%         | 3,91%          | 2,66%          | -5,18%         | -0,26%         | 7,75%          | 5,58%          | -0,23%         |

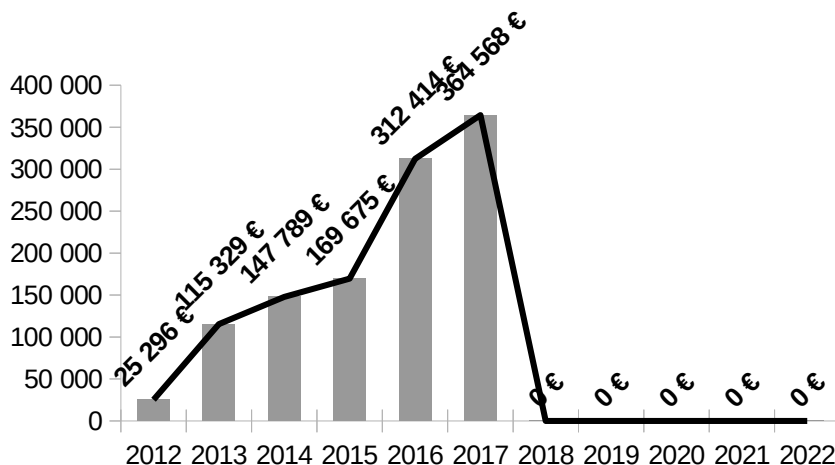
### 3-3-5 Le FPIC

#### Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) assure une péréquation entre territoires (communes et intercommunalités) sur la base de critères, dont principalement le potentiel financier, permettant de déterminer les collectivités bénéficiaires ou contributrices. Le territoire de l'agglomération grenobloise se situe dans le second cas de figure.

Le territoire de l'agglomération grenobloise a été prélevé à hauteur de 5 843 637 € au titre du FPIC en 2022 répartis entre la Métropole pour 2 740 976 € et les communes pour 3 102 661 €. La ville d'Échirolles bénéficie depuis 2018 de l'exonération de sa contribution au FPIC. Seules les communes classées dans les 250 premières villes éligibles à la DSU peuvent bénéficier de l'exonération de sa contribution au FPIC. Rappel, la ville est classée au rang 146.

#### Contribution de la commune au FPIC



## **4 – L'INVESTISSEMENT**

Les dépenses réelles d'investissement 2022 prennent en compte les dépenses d'équipement et les dépenses financières.

| En €   | Crédits ouverts (RAR+BP+DM) | CA 2022           | % CA/ Crédits ouverts | Engagements non soldés ou RAR 2022 | % CA+ENS/ Crédits ouverts |
|--|-----------------------------|-------------------|-----------------------|------------------------------------|---------------------------|
| Dépenses d'équipement                              | 11 713 221                  | 7 017 818         | 59,91%                | 3 434 169                          | 89,23%                    |
| Dépenses financières                               | 3 710 000                   | 3 641 087         | 98,14%                | 0                                  | 98,14%                    |
| Autres dépenses réelles                            | 666 369                     | 401 048           | 60,18%                | 0                                  | 60,18%                    |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>16 089 590</b>           | <b>11 059 953</b> | <b>68,74%</b>         | <b>3 434 169</b>                   | <b>90,08%</b>             |

**Les dépenses d'équipement** représentent en 2022 7 017 818 € et en intégrant les restes à réaliser 10 451 987 €.

**Les dépenses financières** soit 3 641 087 €, correspondent au remboursement du capital de la dette pour 3 635 687 € et à des versements de caution dont 5 000 € dans le cadre des réservations pour le dispositif colos apprenantes.

**Les autres dépenses réelles** soit 401 048 € correspondent à un apurement du compte 1069 suite au passage à la nomenclature M57 pour 327 017 € et à des remboursements de taxe d'aménagement pour un montant de 70 411 €, et à un remboursement de subventions pour 3 620 €.

#### 4-1 Les dépenses d'équipement

Elles sont ventilées selon une nouvelle classification qui permet d'identifier les moyens pour le maintien des actifs et les créations.

**Les dépenses d'équipement réalisées au titre du maintien d'actif pour 3 200 667 € avec :**

**Réhabilitations pour 1 806 097 €** dont : 1 338 751 € sur les réhabilitations de bâtiments administratifs (remplacement des menuiseries extérieures du groupe scolaire Jean Moulin, modulaires La Franco Marocaine, la réhabilitation école J.P Marat, rénovation de salles de classe, réfection charpente Eglise St Jacques, façades et bardage CLSH Picasso, sécurisation accès MJC Desnos, ...), 467 346 € sur les espaces publics (parking Stade Delaune, réhabilitation des réseaux secs sur la commune, sols souples jeux extérieurs,...).

**Modernisation et mise en conformité pour 121 327 €** dont : 72 567 € sur les améliorations thermiques et 48 760 € sur les mises aux normes.

**Acquisitions renouvelées pour 1 273 243 €** dont : 408 715 € pour le renouvellement du parc automobile à périmètre constant afin de se projeter sur l'objectif « 0 diesel » à l'horizon 2025, 526 226 € pour le renouvellement des matériels, mobiliers et 338 302 € pour le numérique.

Des engagements non soldés constituant les restes à réaliser sont reportés sur l'exercice 2023 à hauteur de 1 548 114 €.

| En €                                | Crédits ouverts (RAR+BP+DM) | CA 2022          | % CA/ Crédits ouverts | Engagements non soldés ou RAR 2022 | % CA+ENS/ Crédits ouverts |
|-------------------------------------|-----------------------------|------------------|-----------------------|------------------------------------|---------------------------|
| Réhabilitations                     | 2 854 846                   | 1 806 097        | 63,3%                 | 791 625                            | 91,0%                     |
| Modernisation et mise en conformité | 290 280                     | 121 327          | 41,8%                 | 50 554                             | 59,2%                     |
| Acquisitions renouvelées            | 2 070 902                   | 1 273 243        | 61,5%                 | 705 935                            | 95,6%                     |
| <b>Maintien d'actif</b>             | <b>5 216 028</b>            | <b>3 200 667</b> | <b>61,4%</b>          | <b>1 548 114</b>                   | <b>91,0%</b>              |

### Les dépenses réalisées au titres des créations pour 3 043 609 € avec :

**Acquisitions nouvelles pour 120 211 €** dont 50 242 € pour le matériel et le mobilier et 69 968 € pour le numérique essentiellement en équipements pour les écoles maternelles.

**Le développement du patrimoine et des espaces publics a mobilisé 2 923 398 €** : 1 619 776 € sur les réhabilitations de bâtiments administratifs dont 1 216 062 € dans le cadre de l'opération Karting, installation de panneaux photovoltaïques au gymnase Auguste Delaune pour 160 517 €... 1 260 325 € pour les espaces publics dont 610 551 € pour le stade synthétique Auguste Delaune, 285 594 € pour l'école Marcel David, 128 348 € de travaux de sécurisation aux Essarts Surieux, 27 009 € sur les améliorations thermiques et 16 287 € sur la vidéoprotection.

Des engagements non soldés constituant les restes à réaliser sont reportés sur l'exercice 2023 à hauteur de 1 413 309 €.

| En €   | Crédits ouverts (RAR+BP+DM) | CA 2022          | % CA/ Crédits ouverts | Engagements non soldés ou RAR 2022 | % CA+ENS/ Crédits ouverts |
|--|-----------------------------|------------------|-----------------------|------------------------------------|---------------------------|
| Acquisitions nouvelles                           | 268 869                     | 120 211          | 44,7%                 | 138 400                            | 96,2%                     |
| Développement du patrimoine et des espaces publi | 4 721 014                   | 2 923 398        | 61,9%                 | 1 274 909                          | 88,9%                     |
| <b>Créations</b>                                 | <b>4 989 883</b>            | <b>3 043 609</b> | <b>61,0%</b>          | <b>1 413 309</b>                   | <b>89,3%</b>              |

### Les autres dépenses d'équipement pour 548 136 € avec :

Dont l'attribution de compensation d'investissement versée à la Métropole pour 210 435 €, ainsi que les dotations pour le budget annexe du Centre Ville à hauteur de 290 000 €.

Des engagements non soldés constituant les restes à réaliser sont reportés sur l'exercice 2023 à hauteur de 35 580 €

| En €   | Crédits ouverts (RAR+BP+DM) | CA 2022        | % CA/ Crédits ouverts | Engagements non soldés ou RAR 2022 | % CA+ENS/ Crédits ouverts |
|--|-----------------------------|----------------|-----------------------|------------------------------------|---------------------------|
| Attribution de compensation d'investissement | 240 435                     | 210 435        | 87,5%                 | 0                                  | 87,5%                     |
| Autres dépenses                              | 578 440                     | 337 701        | 58,4%                 | 35 580                             | 64,5%                     |
| <b>Autres dépenses</b>                       | <b>818 875</b>              | <b>548 136</b> | <b>66,9%</b>          | <b>35 580</b>                      | <b>71,3%</b>              |

**Hors nouvelle classification, les restes à réaliser 2021 reportés sur 2022 se sont élevés à 225 407 €,** avec principalement les véhicules (129 399 €), et le programme d'aménagement au nord de la Butte Illis et Celestria (56 125 €).

Parmi eux, des engagements non soldés constituant les restes à réaliser sont reportés sur l'exercice 2022 à hauteur de 437 166 €.

| En €   | Crédits ouverts (RAR+BP+DM) | CA 2022        | % CA/ Crédits ouverts | Engagements non soldés ou RAR 2022 | % CA+ENS/ Crédits ouverts |
|--|-----------------------------|----------------|-----------------------|------------------------------------|---------------------------|
| Reversement PUP Nicollet                     | 166 132                     | 0              | 0,0%                  | 166 132                            | 100,0%                    |
| Véhicules                                    | 196 148                     | 129 399        | 66,0%                 | 66 749                             | 100,0%                    |
| Autres dépenses                              | 322 535                     | 96 008         | 29,8%                 | 204 285                            | 93,1%                     |
| <b>Dépenses hors nouvelle classification</b> | <b>684 815</b>              | <b>225 407</b> | <b>32,9%</b>          | <b>437 166</b>                     | <b>96,8%</b>              |

## 4-2 Le financement des investissements

Les dépenses d'investissement à couvrir s'élèvent à 11 059 954 € et sont composées des dépenses d'équipement et des dépenses financières dont le remboursement du capital de la dette.

| En €   | CA 2022           |
|--|-------------------|
| Dépenses d'équipement  | 7 017 819         |
| Dépenses financières - Remb. du capital de dette et cautions | 3 641 087         |
| Autres dépenses réelles                                      | 401 048           |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement (A)</b>       | <b>11 059 954</b> |

### Plan de financement des dépenses d'investissement

Les 11 059 954 € de dépenses d'investissement sont financés par l'épargne brute pour 4 717 074 €, la dette récupérable Métropole pour 674 601 €, le FCTVA et la taxe d'aménagement pour 667 369 €, les subventions co-financeurs pour 1 668 848 €, le produit des cessions pour 57 964 €, le résultat de fonctionnement de l'exercice N-1 pour 8 458 401 € (2 575 894 € + 5 882 508 €) et le résultat d'investissement déficitaire pour -3 553 470 €.

La ville a mobilisé un emprunt de 1 400 000 € en 2022 et signé un autre emprunt du même montant qui reste mobilisable en tant que restes-à-réaliser en recettes d'investissement.

Les ressources (B) s'élèvent à 14 280 902 € et couvrent le reste à financer (A). La différence (C) de 3 220 947 € correspond au résultat de clôture de l'exercice 2022. Après reprise des restes à réaliser (D), le résultat global de clôture 2022 s'élève à 2 020 127 €.

| En €   | CA 2022           |
|--|-------------------|
| <b>Reste à financer (A)</b>  | <b>11 059 955</b> |
| <b>Les ressources financières</b>                                  |                   |
| Épargne brute  | 4 717 074         |
| Dette récupérable Métropole  | 674 601           |
| FCTVA et taxe d'aménagement  | 667 369           |
| Subventions co-financeurs  | 1 668 848         |
| Produit des cessions   | 57 964            |
| Autres immobilisations financières et remboursements               | 190 114           |
| Emprunt  | 1 400 000         |
| Le résultat de fonctionnement 2021                                 | 2 575 894         |
| La reprise du résultat excédentaire 2021                           | 5 882 508         |
| Reprise du résultat d'investissement 2021                          | -3 553 470        |
| <b>Ressources financières (B)</b>                                  | <b>14 280 902</b> |
| Soit un résultat de clôture de l'exercice 2022 (C=B-A)             | 3 220 947         |
| RAR – Restes à réaliser 2022 (D)                                   | -1 200 820        |
| <b>Résultat global de clôture après couverture des RAR (E=C-D)</b> | <b>2 020 127</b>  |

Le détail des ressources financières :

**L'Épargne brute pour 4 717 074 €** : Elle est affectée en priorité à la couverture du capital de la dette (3 635 687€). la différence correspond à l'épargne nette, positive de 1 081 387 €. Elle permet de financer une partie des dépenses d'équipement.

**Le recours à un emprunt pour 1 400 000 €** : La ville a souscrit un nouvel emprunt le 01/12 auprès du Crédit Mutuel sur une durée de 19 ans au taux fixe de 3,27 %.

**La Dette Récupérable Métropole** : Elle correspond au remboursement de capital par la Métropole de 674 601 € au titre du financement des dépenses d'investissement de voirie. Le capital restant dû s'élève au 31/12/2022 à 2 431 208 € et s'éteindra en 2029.

**Le FCTVA et la taxe d'aménagement**, pour 667 369 €, se décomposent comme suit : le Fonds de compensation de la TVA, pour 588 321 €, calculé sur les dépenses d'investissement de 2020 et la taxe d'aménagement, pour 79 048 € qui correspond au reversement par la Métropole pour le compte des années 2020 (40 176 €) et 2021 (38 872 €).

**Les subventions d'investissement reçues des co-financiers**, pour 1 668 848 € dont :

- l'État pour 880 139 € avec :
  - La DPV pour le stade Delaune (125 000€), la centrale photovoltaïque du gymnase Delaune (97 540 €), le plan numérique des écoles (33 364 €), la rénovation de la toiture du foyer PA de la Luire (5 624 €) ;
  - La DSIL pour la cour d'école M.David (109 375 €), le renouvellement de la flotte auto (54 118 €) ;
  - l'ANRU avec l'acompte pour l'école J.P Marat (150 337 €), les études de programmiste (18 281 €)
  - Le FIPD pour la vidéoprotection (37 500 €) ;
  - Le plan de relance pour la construction de logements durables (250 000 €) ;
- la Région pour 224 859 € dont le stade synthétique Delaune (108 000 €), la GUP (19 859 €), la réhabilitation de 3 logements (45 000 €), l'achat de 16 véhicules propres (52 000 €) ;
- le Département pour 523 338 € avec :
  - la dotation territoriale dont l'opération Karting (313 494 €), les menuiseries extérieures du groupe scolaire Jean Moulin (27 761 €), le terrain synthétique Alice Milliat (99 975 €), la halte garderie des Essarts (38 591 €), l'école J.P Marat (22 108 €) ;
  - le plan école pour J.P Marat (60 000 €).
- la Métropole dans le cadre du Fonds de Cohésion Sociale et Territoriale avec le maintien des actifs des locaux associatifs (35 000 €) ;
- la prime CEE programme Advenir (3 620 €), et la subvention du département pour le parcours d'orientation (1 891 €).

**Les cessions**, pour 57 964 € de ventes de véhicules.

**Les autres immobilisations financières et remboursements**, pour 190 114 € sur des remboursements de prêts (15 000 €) de cautions (5 500 €) et divers annulation de mandats (169 614 €)

**La reprise des résultats 2021**, pour 4 904 931 € globalement.

# **5 – L'ENDETTEMENT**



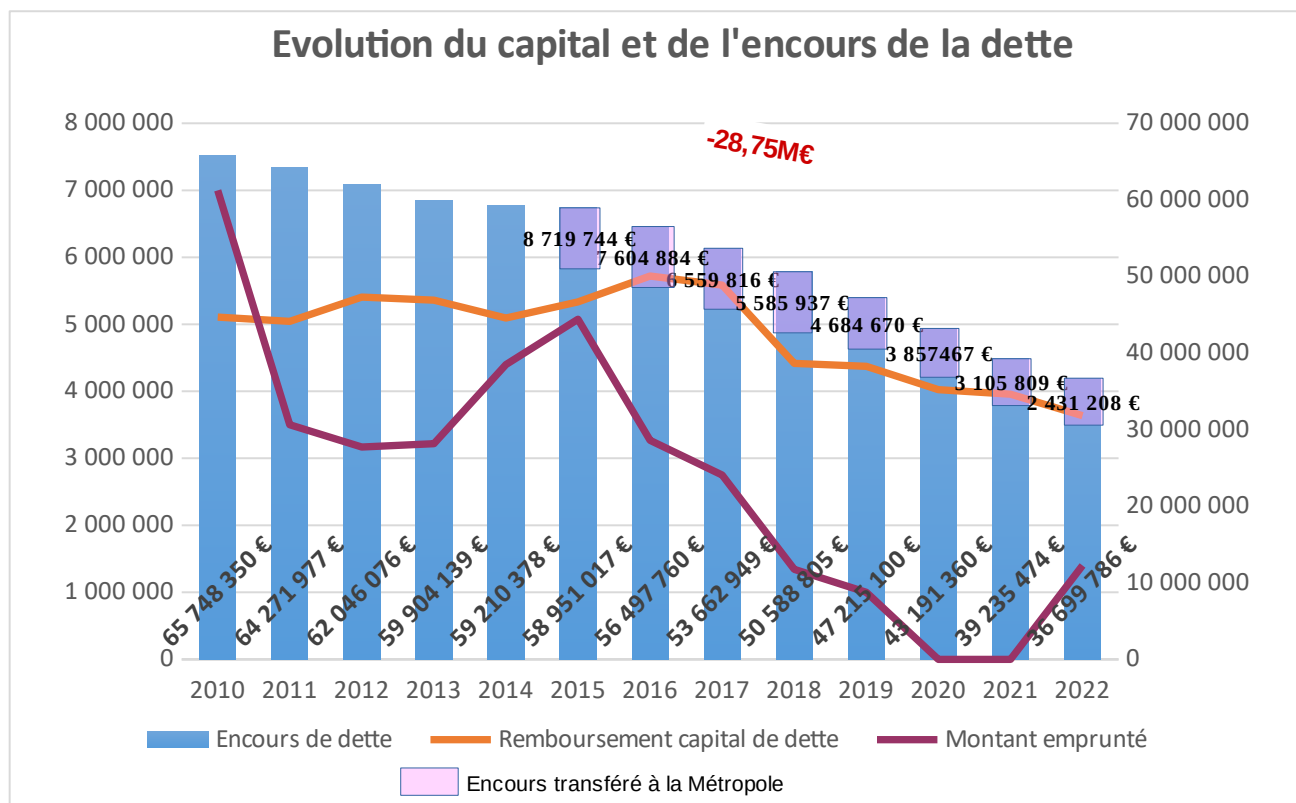
La dette de la Ville d'Échirolles, au 31 décembre 2022, est composée de 38 contrats pour un encours de 36 999 786 €. Il diminue de 6 % par rapport à 2021.

En tenant compte de la dette transférée à la Métropole, au titre du financement des dépenses d'investissement de la compétence voirie, l'encours de dette est de 34 568 579 €.

En 2022, la Ville s'est désendettée à hauteur de 2 235 687 €. Ce désendettement se constitue d'une part en dépense avec 3 635 687 € de remboursement du capital de dette et d'autre part en recette avec 1 400 000 € de recours à l'emprunt.

Depuis 2010, la ville d'Échirolles s'est désendettée de 28,75 M€

## L'encours de la dette et son évolution



## La capacité de désendettement.

Le ratio de capacité de désendettement se calcule en effectuant le rapport entre l'encours de dette à la clôture de l'exercice et l'épargne brute. Il s'exprime en nombre d'années : moins de 8 ans : zone verte ; entre 8 et 11 ans : zone bleue ; entre 11 et 15 ans : zone orange ; plus de 15 ans : zone rouge.

Le tableau ci-dessous retrace depuis 2014 l'évolution de l'encours de la dette et du ratio de capacité de désendettement.

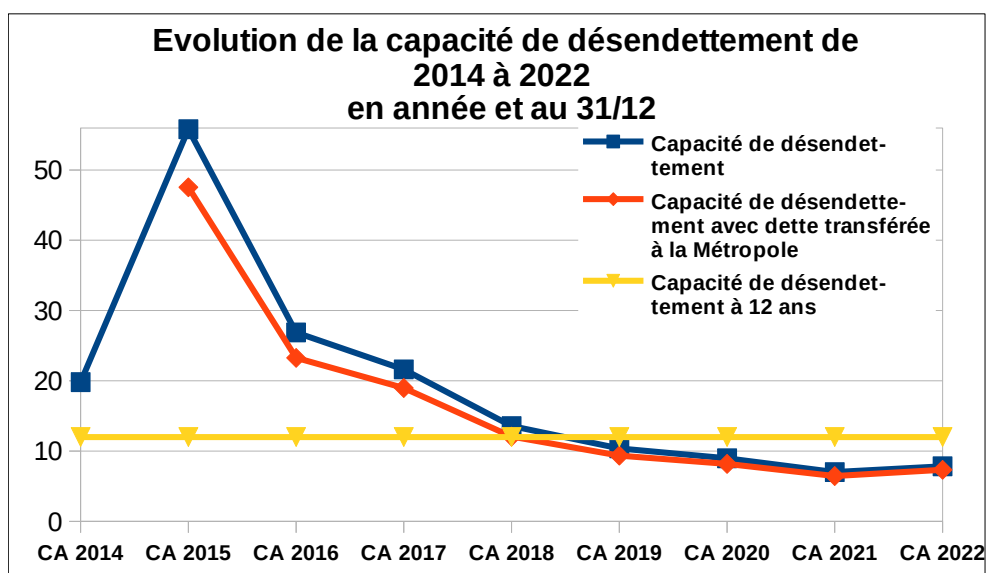
| En €   | CA 2014           | CA 2015           | CA 2016           | CA 2017           | CA 2018           | CA 2019           | CA 2020           | CA 2021           | CA 2022           |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Montant emprunté   | 4 400 000         | 5 075 000         | 3 266 900         | 2 750 000         | 1 341 900         | 1 000 000         | 0                 | 0                 | 1 400 000         |
| Remboursement du capital de la dette                                   | 5 093 761         | 5 334 361         | 5 720 157         | 5 584 811         | 4 416 044         | 4 373 706         | 4 023 740         | 3 955 886         | 3 635 687         |
| <b>Encours de la dette au 31 décembre</b>                              | <b>59 210 378</b> | <b>58 951 017</b> | <b>56 497 760</b> | <b>53 662 949</b> | <b>50 588 806</b> | <b>47 215 100</b> | <b>43 191 360</b> | <b>39 235 474</b> | <b>36 999 787</b> |
| <b>Encours avec dette transférée à la Métropole</b>                    |                   | <b>50 231 273</b> | <b>48 892 876</b> | <b>47 103 133</b> | <b>45 002 869</b> | <b>42 530 430</b> | <b>39 333 893</b> | <b>36 129 665</b> | <b>34 568 579</b> |
| Évolution de l'encours   | -693 761          | -259 361          | -2 453 257        | -2 834 811        | -3 074 144        | -3 373 706        | -4 023 740        | -3 955 886        | -2 235 687        |
| Épargne brute hors cessions  | 2 988 679         | 1 056 554         | 2 101 879         | 2 481 671         | 3 730 423         | 4 547 775         | 4 817 266         | 5 599 618         | 4 717 074         |
| <b>Capacité de désendettement</b>                                      | <b>19,81</b>      | <b>55,80</b>      | <b>26,88</b>      | <b>21,62</b>      | <b>13,56</b>      | <b>10,38</b>      | <b>8,97</b>       | <b>7,01</b>       | <b>7,84</b>       |
| <b>Capacité de désendettement avec dette transférée à la Métropole</b> |                   | <b>47,54</b>      | <b>23,26</b>      | <b>18,98</b>      | <b>12,06</b>      | <b>9,35</b>       | <b>8,17</b>       | <b>6,45</b>       | <b>7,33</b>       |

La dégradation du ratio de capacité de désendettement a été forte en 2015. Elle était directement liée aux effets de la métropolisation sur la baisse du niveau d'épargne brute de la ville et à la baisse des dotations de l'État sur la période 2014/2017 pénalisant considérablement la commune avec une perte de recettes de 5,1M€ depuis 2011.

A partir de 2016, une trajectoire du rétablissement financier de la commune est mise en place. Le travail de la majorité municipale est significatif et les indicateurs (épargne brute et capacité de désendettement) s'améliorent chaque année.

L'exercice 2022 confirme la stratégie financière mise en place par la majorité municipale. L'amélioration des niveaux d'épargne et le désendettement se poursuit tout en préservant le cœur des politiques publiques municipales au service des habitants échirrollois.

Le compte administratif 2022 affiche une épargne brute à 4 717 074 € et une capacité de désendettement à 7,84 années sans agir sur le levier fiscal.



### Une annuité en baisse confirmant le désendettement de la commune

En 2022, l'annuité s'élevait à 4 189 510 € (contre 4 535 635 € en 2021) dont : 553 823 € de charges financières (contre 579 749 € en 2021) et 3 635 687 € de remboursement du capital (contre 3 955 886 € en 2021).

## Le profil d'extinction de la dette

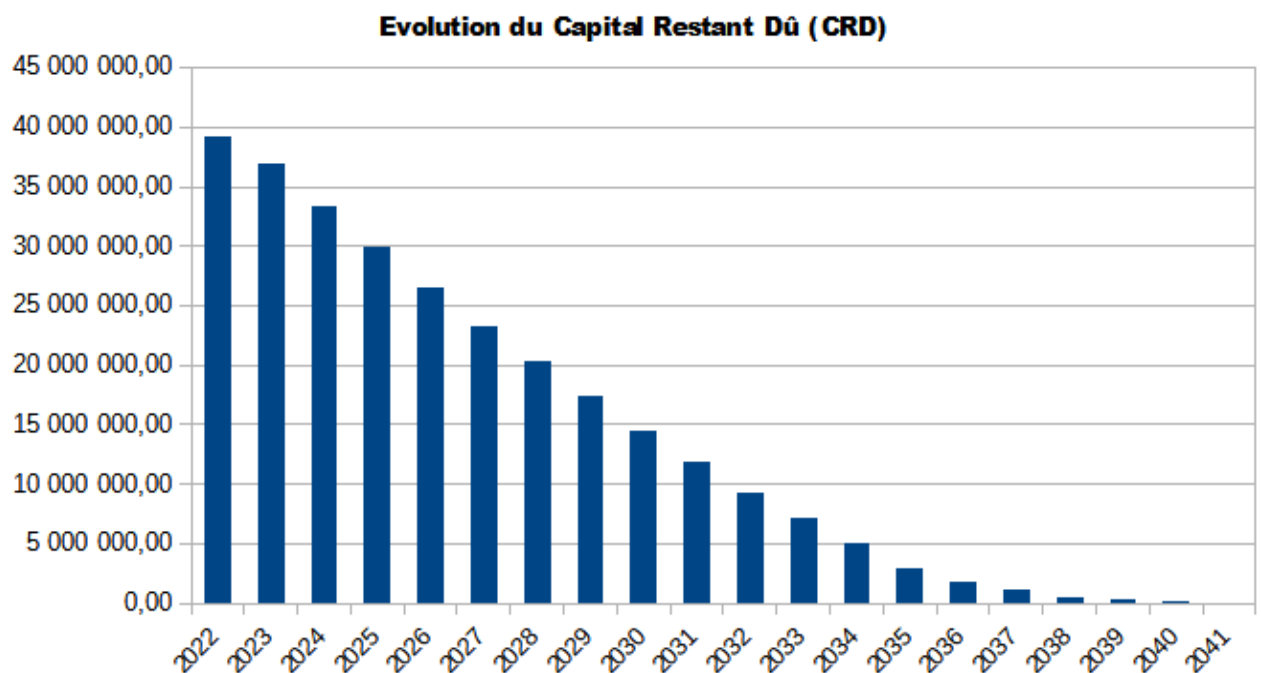
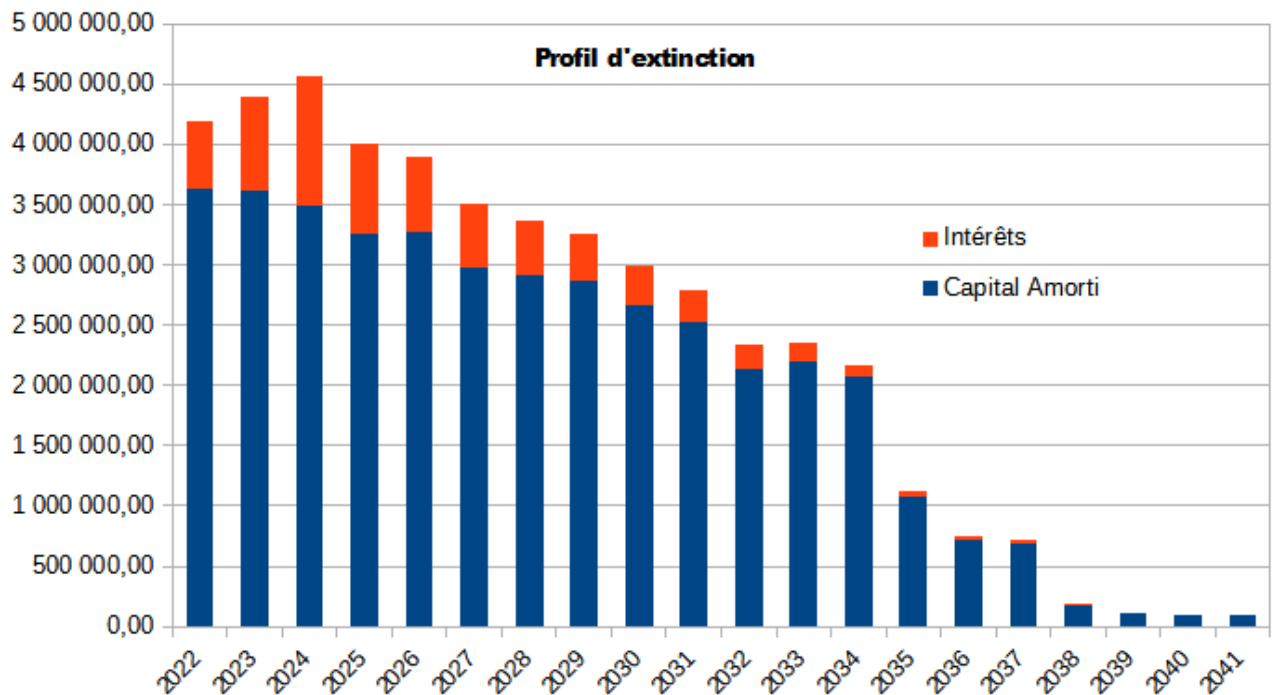
La dette de la ville s'éteindra en 2041 avec une durée moyenne de 6 ans.

Ce schéma permet de constater une extinction linéaire de la dette. La Ville aura remboursé la moitié de son encours en 2028.

En 2022, l'encours à taux fixe représente 48 % de l'encours total, il s'éteint plus rapidement que l'encours à taux variable.

L'encours à taux variable représente plus de 52 % fin 2022. Actuellement et vu le contexte de hausse des taux, l'impact sur les frais financiers sera plus important dans les prochaines années et notamment avec un pic en 2024.

Les annuités de dette diminuent en moyenne de 14 % par an. Entre 2022 et 2031, les annuités diminuent progressivement avec une moyenne de 4 %, cela est dû à une augmentation des charges d'intérêts entre 2023 et 2025, malgré la baisse du capital amortis.



## Répartition de l'encours de dette par prêteur

La Ville travaille avec les principaux acteurs du secteur du financement public local. Les principaux prêteurs sont :

- La Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 21,16 %
- La Caisse de Crédit Agricole à hauteur de 21,07 %
- La Caisse d'Épargne Rhône Alpes à hauteur de 15,80 %
- Le Crédit Foncier à hauteur de 15,26 %
- La Société Générale à hauteur de 9,28 %
- Autres financeurs (Crédit Local de France, Crédit Mutuel, Banque Postale, CAF) à hauteur de 17,43 %

Au 31/12/2022 la diversification des prêteurs permet d'accroître l'indépendance de la Ville par rapport à chacun de ses partenaires même si sur les derniers exercices, seule la caisse d'épargne Rhône Alpes était présente, jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2022, où la ville a souscrit un nouvel emprunt à taux fixe de 3,27 % de 1 400 000 € auprès d'un nouveau partenaire, le Crédit Mutuel. Le rétablissement des finances de la ville des dernières années a ainsi permis de disposer de plusieurs offres bancaires.

Synthèse sur l'évolution de la dette de la Ville entre 2021 et 2022.

| <b>Année</b>         | <b>31/12/21</b> | <b>31/12/22</b> | <b>Evolution</b> |
|----------------------|-----------------|-----------------|------------------|
| Encours de la dette  | 39 235 474 €    | 36 999 787 €    | -2 235 687 €     |
| Taux moyen           | 1,35 %          | 1,52 %          | 13 %             |
| Durée de vie moyenne | 6 ans et 3 mois | 6 ans           |                  |

## La structure de la dette.

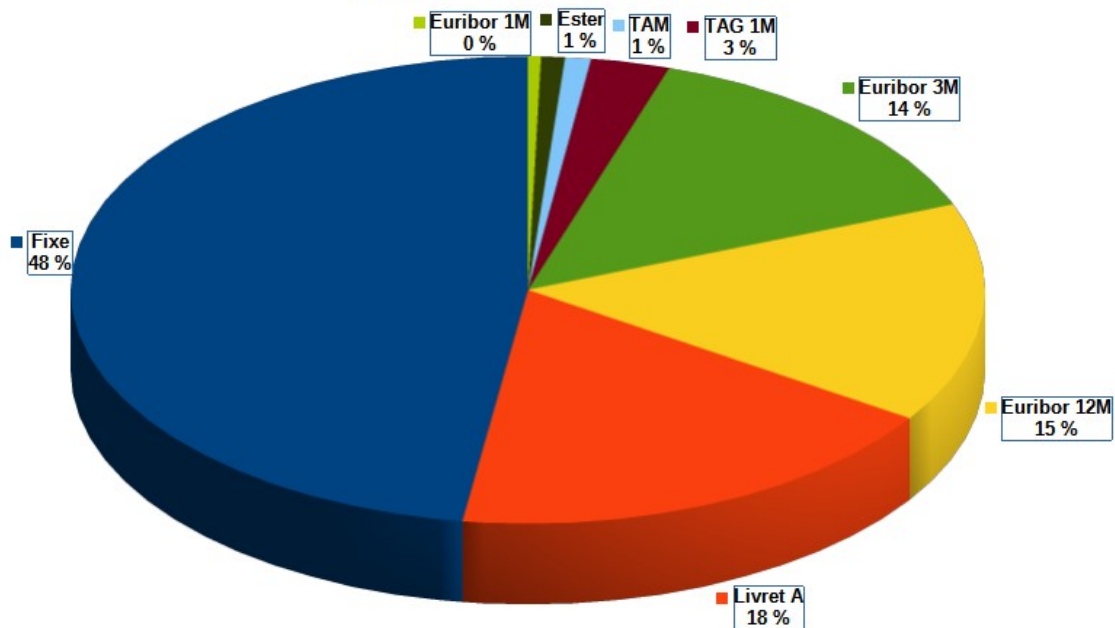
La répartition entre taux variables (52,3%) et taux fixes (47,7%) permet à la ville de bénéficier des conditions de marché très favorables.

La dette de la ville est essentiellement positionnée sur des niveaux de taux inférieur à 2%.

La part de taux variable 34 % hors Livret A permet quant à elle de profiter des taux courts bas observés jusqu'en 2022 et de dynamiser le taux moyen de la dette globale. La situation des marchés financiers connaît une période haussière. Les Taux Variables et les Taux Fixes connaissent une hausse importante avec désormais une très forte rareté pour obtenir des financements en taux fixe.

| <b>Index</b> | <b>Nbre</b> | <b>Encours au 31/12/22</b> | <b>%</b>        |
|--------------|-------------|----------------------------|-----------------|
| Fixe         | 20          | 17 650 444 €               | 47,70 %         |
| Livret A     | 8           | 6 671 401 €                | 18,03 %         |
| Variable     | 10          | 12 677 942 €               | 34,26 %         |
| <b>Total</b> | <b>38</b>   | <b>36 999 787 €</b>        | <b>100,00 %</b> |

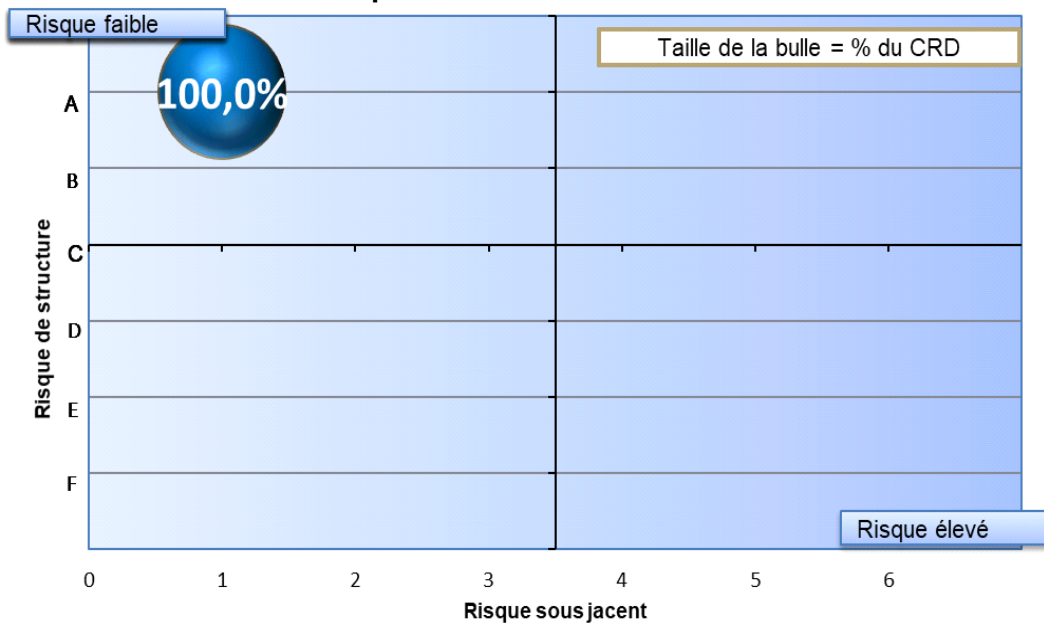
Encours de dette par index au 31/12/22



### La classification des risques

L'intégralité de l'encours de la dette de la ville est classé en 1-A (produits non structurés – sans risque) dans la charte Gissler

Matrice de risque Charte de bonne conduite



# **LE BUDGET ANNEXE DU CENTRE VILLE**

Créé en 1993 pour l'aménagement du Centre Ville, le budget annexe intègre : en section de fonctionnement, les travaux des zones d'aménagement concertées (ZAC) et en section d'investissement, les travaux d'infrastructures primaires.

En 2022, le résultat global de clôture est excédentaire de 90 932,95 €. Après couverture des restes à réaliser 2022 (67 934,72 €), le résultat global est excédentaire de 22 998,23 €. Cet excédent sera affecté intégralement à l'aménagement du parc Croix de Vérine.

- **Section de fonctionnement**

- Il n'y a pas eu de mouvement sur la section de fonctionnement en 2022.

**Le résultat de la section de fonctionnement est à 0 €**

- **Section d'investissement**

- les recettes s'élèvent à 912 485,56 € et correspondent d'une part à la reprise du résultat N-1 de 622 485,56 € et d'une dotation du budget principal de 290 000 €.
- les dépenses s'élèvent à 821 552,61 € € et correspondent à des études et de la maîtrise d'œuvre pour 37 912,17 € ainsi que des travaux pour l'aménagement du parc Croix de Vérine pour 783 640,44 €.

**Le résultat de la section d'investissement est excédentaire de 90 932,95 €**

# **ANNEXE - État de la dette**



## IV - ANNEXES

IV

## ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2

## A2.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le<br>numéro de contrat)  | Emprunts et dettes à l'origine du contrat |                   |   |                               |               |                            |             |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
|--|---|-------------------|---|-------------------------------|---------------|----------------------------|-------------|--------------------|----------------|--------|------------------------------------|----------------------------|---|-------------------------|
|  | Organisme prêteur ou chef de file         | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier remboursement | Nominal (2)   | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4)   | Taux initial       |                | Devise | Périodicité des remboursements (6) | Profil d'amortissement (7) | Possibilité de remboursement anticipé O/N | Catégorie d'emprunt (8) |
|  |   |                   |   |                               |               |                            |             | Niveau de Taux (5) | Taux actuariel |        |                                    |                            |   |                         |
| <b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>                         |   |                   |   |                               |               |                            |             |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| <b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b> |   |                   |   |                               | 71 154 999,75 |                            |             |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1641 Emprunts en euros (total)                                   |   |                   |   |                               | 56 760 917,39 |                            |             |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| MIN096408EUR (299)   | Caisse Française de Financement Local     | 07/07/1998        | 05/12/1998                                  | 01/02/1999                    | 1 600 714,68  | F                          | FIXE        | 5,900              | 6,483          | EURO   | A                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 1006048 (340)  | Caisse des Dépôts et Consignation         | 25/03/2002        | 17/04/2002                                  | 01/05/2003                    | 966 283,00    | V                          | LIVRETA     | 3,000              | 2,177          | EURO   | A                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 1006047 (341)  | Caisse des Dépôts et Consignation         | 25/03/2002        | 17/04/2002                                  | 01/05/2003                    | 154 888,00    | V                          | LIVRETA     | 4,200              | 3,404          | EURO   | A                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 1016677 (346)  | Caisse des Dépôts et Consignation         | 12/08/2003        | 28/02/2003                                  | 01/03/2004                    | 404 050,00    | V                          | LIVRETA     | 3,250              | 2,347          | EURO   | A                                  | P                          | O   | A-1                     |
| CO0639 (364)   | Crédit Agricole                           | 26/08/2004        | 25/12/2005                                  | 01/06/2006                    | 5 800 000,00  | F                          | FIXE        | 3,660              | 3,722          | EURO   | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 778022792T (367)   | Crédit Foncier                            | 06/07/2004        | 31/12/2007                                  | 02/01/2009                    | 11 000 000,00 | V                          | TAM         | 0,230              | 0,568          | EURO   | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| CO0639 (368)   | Crédit Agricole                           | 26/08/2004        | 26/08/2008                                  | 26/08/2009                    | 210 000,00    | F                          | FIXE        | 5,190              | 5,265          | EURO   | A                                  | P                          | O   | A-1                     |
| MIR243641EUR (373)   | DEXIA Credit Local                        | 05/12/2006        | 27/12/2007                                  | 01/04/2008                    | 825 000,00    | V                          | TAM         | 4,145              | 0,559          | EURO   | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| MIR243641EUR (374)   | DEXIA Credit Local                        | 05/12/2006        | 29/12/2009                                  | 01/01/2011                    | 1 925 000,00  | V                          | EURIBO R01M | 0,507              | 0,187          | EURO   | A                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 16730 (377)  | Société Générale                          | 15/12/2006        | 27/12/2007                                  | 27/12/2008                    | 825 000,00    | V                          | TAM         | 3,997              | 0,580          | EURO   | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 16730 (380)  | Société Générale                          | 15/12/2006        | 29/09/2010                                  | 31/12/2010                    | 5 534 340,66  | F                          | FIXE        | 3,770              | 3,893          | EURO   | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 16730 (384)  | Société Générale                          | 15/12/2006        | 01/12/2009                                  | 29/12/2009                    | 417 500,00    | V                          | EURIBO R01M | 0,022              | 0,237          | EURO   | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| MON273607EUR (399)   | Caisse Française de Financement Local     | 30/11/2010        | 06/01/2011                                  | 01/05/2011                    | 750 000,00    | F                          | FIXE        | 1,850              | 1,863          | EURO   | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 1220065 (408)  | Caisse des Dépôts et Consignation         | 12/04/2012        | 30/04/2012                                  | 01/05/2013                    | 1 070 000,00  | F                          | FIXE        | 4,510              | 4,510          | EURO   | A                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 1239214 (409)  | Caisse des Dépôts et Consignation         | 21/12/2012        | 26/12/2012                                  | 01/01/2014                    | 2 098 000,00  | V                          | LIVRETA     | 1,850              | 1,981          | EURO   | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 5012797 (410)  | Caisse des Dépôts et Consignation         | 09/10/2013        | 17/10/2013                                  | 01/11/2014                    | 1 412 010,00  | V                          | LIVRETA     | 1,600              | 1,948          | EURO   | A                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 9318082 (411)  | Caisse d'Epargne                          | 29/11/2013        | 05/12/2013                                  | 25/03/2014                    | 1 200 000,00  | F                          | FIXE        | 3,920              | 3,994          | EURO   | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 5021850 (412)  | Caisse des Dépôts et Consignation         | 05/12/2013        | 20/12/2013                                  | 01/04/2016                    | 981 000,00    | V                          | LIVRETA     | 2,000              | 1,493          | EURO   | T                                  | C                          | O   | A-1                     |

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le<br>numéro de contrat)                | Emprunts et dettes à l'origine du contrat |                   |   |                               |               |                            |               |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
|--|---|-------------------|---|-------------------------------|---------------|----------------------------|---------------|--------------------|----------------|--------|------------------------------------|----------------------------|---|-------------------------|
|  | Organisme prêteur ou chef de file         | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier remboursement | Nominal (2)   | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4)     | Taux initial       |                | Devise | Périodicité des remboursements (6) | Profil d'amortissement (7) | Possibilité de remboursement anticipé O/N | Catégorie d'emprunt (8) |
|  |   |                   |   |                               |               |                            |               | Niveau de Taux (5) | Taux actuariel |        |                                    |                            |   |                         |
| 5057227 (413)  | Caisse des Dépôts et Consignation         | 26/06/2014        | 09/07/2014                                  | 01/11/2015                    | 1 300 000,00  | V                          | LIVRETA       | 1,750              | 2,190          | EURO   | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| MON500942EUR (414)   | La Banque Postale                         | 19/09/2014        | 04/11/2014                                  | 01/03/2015                    | 1 000 000,00  | F                          | FIXE          | 2,580              | 2,634          | EURO   | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 5072268 (415)  | Caisse des Dépôts et Consignation         | 06/11/2014        | 30/11/2014                                  | 01/12/2015                    | 3 800 000,00  | V                          | LIVRETA       | 1,600              | 2,123          | EURO   | A                                  | P                          | O   | A-1                     |
| A0114286 (416)   | Caisse d'Epargne                          | 23/12/2014        | 23/12/2014                                  | 25/03/2015                    | 1 500 000,00  | V                          | EURIBOR03M    | 1,211              | 0,930          | EURO   | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| MON502167EUR (417)   | La Banque Postale                         | 19/12/2014        | 10/02/2015                                  | 01/06/2015                    | 1 500 000,00  | F                          | FIXE          | 1,910              | 1,938          | EURO   | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| A0115221000 (418)  | Caisse d'Epargne                          | 30/10/2015        | 25/01/2016                                  | 25/04/2016                    | 955 000,00    | F                          | FIXE          | 1,990              | 2,016          | EURO   | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| MON505221EUR (419)   | Caisse Française de Financement Local     | 19/10/2015        | 01/01/2016                                  | 01/01/2017                    | 3 040 231,05  | F                          | FIXE          | 1,350              | 1,358          | EURO   | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| A0116264000 (424)  | Caisse d'Epargne                          | 20/12/2016        | 25/10/2017                                  | 25/01/2018                    | 2 000 000,00  | V                          | MULTI PERIODE | 0,000              | 0,813          | EURO   | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| CO0639 (425)   | Crédit Agricole                           | 26/08/2004        | 27/06/2017                                  | 27/09/2017                    | 750 000,00    | V                          | EURIBOR03M    | -0,251             | 0,000          | EURO   | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 5190105 (426-1)  | Caisse des Dépôts et Consignation         | 23/05/2017        | 23/05/2017                                  | 01/09/2018                    | 536 000,00    | F                          | FIXE          | 1,620              | 1,463          | EURO   | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 5190106 (426-2)  | Caisse des Dépôts et Consignation         | 23/05/2017        | 02/01/2018                                  | 01/09/2018                    | 268 000,00    | V                          | LIVRETA       | 1,500              | 2,750          | EURO   | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 5188642 (427-1)  | Caisse des Dépôts et Consignation         | 06/03/2020        | 23/05/2017                                  | 01/09/2018                    | 360 500,00    | F                          | FIXE          | 1,620              | 1,468          | EURO   | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 5188643 (427-2)  | Caisse des Dépôts et Consignation         | 23/05/2017        | 23/05/2017                                  | 01/09/2018                    | 177 400,00    | V                          | LIVRETA       | 2,000              | 2,587          | EURO   | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| A0118029000 (428)  | Caisse d'Epargne                          | 31/01/2018        | 25/02/2019                                  | 25/05/2019                    | 1 000 000,00  | F                          | FIXE          | 1,840              | 1,860          | EURO   | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 10278 08918 00020882901 (431)  | Crédit Mutuel                             | 01/12/2022        | 28/12/2022                                  | 28/02/2023                    | 1 400 000,00  | F                          | FIXE          | 3,270              | 3,309          | EURO   | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 1643 Emprunts en devises (total)   |   |                   |   |                               |               |                            |               |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) |   |                   |   |                               | 14 394 082,36 |                            |               |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| CO02144-d (395)  | Crédit Agricole                           | 01/01/1900        | 29/12/2010                                  | 15/03/2011                    | 2 100 000,00  | V                          | EURIBOR03M    | 0,400              | 0,388          | EURO   | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| CO02144-d (396)  | Crédit Agricole                           | 01/01/1900        | 14/10/2010                                  | 15/12/2011                    | 3 900 000,00  | V                          | MULTI PERIODE | 0,000              | 3,305          | EURO   | A                                  | P                          | O   | A-1                     |
| CO02144-d (397)  | Crédit Agricole                           | 29/12/2009        | 16/11/2010                                  | 15/12/2011                    | 1 000 000,00  | V                          | EURIBOR03M    | 1,449              | 0,443          | EURO   | A                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 002887592V (407)   | Caisse d'Epargne                          | 30/11/2010        | 30/12/2011                                  | 30/03/2012                    | 2 750 000,00  | V                          | EURIBOR03M    | 0,460              | 0,322          | EURO   | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| CO02144-d (422)  | Crédit Agricole                           | 05/06/2020        | 21/11/2016                                  | 15/12/2016                    | 1 900 000,00  | V                          | EURIBOR03M    | 0,088              | 0,028          | EURO   | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 13568-003 (423)  | Société Générale                          | 21/12/2000        | 30/06/2016                                  | 29/12/2016                    | 2 744 082,36  | F                          | FIXE          | 0,240              | 0,244          | EURO   | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| <b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>                              |   |                   |   |                               |               |                            |               |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 165 Dépôts et cautionnements reçus (total)                                     |   |                   |   |                               |               |                            |               |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le<br>numéro de contrat)     | Emprunts et dettes à l'origine du contrat           |                   |   |                               |                      |                            |           |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
|---|---|-------------------|---|-------------------------------|----------------------|----------------------------|-----------|--------------------|----------------|--------|------------------------------------|----------------------------|---|-------------------------|
|   | Organisme prêteur ou chef de file                   | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier remboursement | Nominal (2)          | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial       |                | Devise | Périodicité des remboursements (6) | Profil d'amortissement (7) | Possibilité de remboursement anticipé O/N | Catégorie d'emprunt (8) |
|   |   |                   |   |                               |                      |                            |           | Niveau de Taux (5) | Taux actuariel |        |                                    |                            |   |                         |
| 167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total) |   |                   |   |                               |                      |                            |           |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total)                          |   |                   |   |                               |                      |                            |           |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)                          |   |                   |   |                               |                      |                            |           |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total)                                |   |                   |   |                               |                      |                            |           |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)                    |   |                   |   |                               |                      |                            |           |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total)                              |   |                   |   |                               |                      |                            |           |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| <b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>                     |   |                   |   |                               | <b>536 101,76</b>    |                            |           |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1681 Autres emprunts (total)  |   |                   |   |                               |                      |                            |           |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total)                         |   |                   |   |                               |                      |                            |           |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1687 Autres dettes (total)  |   |                   |   |                               | <b>536 101,76</b>    |                            |           |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| V252829C01 (349)  | Caisse Régionale d'Assurance Maladie "Rhônes-Alpes" | 21/04/1997        | 31/10/1998                                  | 31/10/2003                    | 436 101,76           | F                          | FIXE      | 0,000              | 0,000          | EURO   | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 201400489 (420)   | Caisse d'allocations familiales de l'Isère          | 20/01/2015        | 30/06/2016                                  | 30/06/2017                    | 100 000,00           | F                          | FIXE      | 0,000              | 0,000          | EURO   | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| <b>Total général</b>  |   |                   |   |                               | <b>71 691 101,51</b> |                            |           |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le<br>numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat |                   |   |                               |             |                            |           |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
|---|---|-------------------|---|-------------------------------|-------------|----------------------------|-----------|--------------------|----------------|--------|------------------------------------|----------------------------|---|-------------------------|
|   | Organisme prêteur ou chef de file         | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier remboursement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial       |                | Devise | Périodicité des remboursements (6) | Profil d'amortissement (7) | Possibilité de remboursement anticipé O/N | Catégorie d'emprunt (8) |
|   |   |                   |   |                               |             |                            |           | Niveau de Taux (5) | Taux actuariel |        |                                    |                            |   |                         |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

|   |             |
|---|-------------|
| <b>IV - ANNEXES</b>   | <b>IV</b>   |
| <b>ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE</b> | <b>A2.2</b> |

### A2.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le<br>numéro de contrat)      | Emprunts et dettes au 31/12/N |                 |   |                                  |                                       |                            |                              |   |                       |                           |  |                       |
|--|-------------------------------|-----------------|---|----------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|-----------------------|---------------------------|--|-----------------------|
|  | Couverture<br>? O/N<br>(10)   | Montant couvert | Catégorie<br>d'emprunt<br>après<br>couverture<br>éventuelle<br>(11) | Capital restant dû<br>au 31/12/N | Durée<br>résiduelle<br>(en<br>années) | Taux d'intérêt             |                              |   | Annuité de l'exercice |                           |  | ICNE de<br>l'exercice |
|  |                               |                 |   |                                  |                                       | Type<br>de<br>taux<br>(12) | Index<br>(13)                | Niveau de<br>taux d'intérêt<br>au 31/12/N<br>(14) | Capital               | Charges d'intérêt<br>(15) | Intérêts perçus (le<br>cas échéant) (16) |                       |
| <b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>                             |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |                              |   |                       |                           |  |                       |
| <b>164 Emprunts auprès des établissements<br/>financiers (Total)</b> |                               |                 |   | <b>36 985 496,35</b>             |                                       |                            |                              |   | <b>3 599 595,72</b>   | <b>553 822,76</b>         |  | <b>97 443,53</b>      |
| 1641 Emprunts en euros (total)                                       |                               |                 |   | <b>28 707 553,72</b>             |                                       |                            |                              |   | <b>2 781 773,17</b>   | <b>436 557,47</b>         |  | <b>89 945,65</b>      |
| MIN096408EUR (299)   | N                             |                 | A-1   | 111 611,01                       | 0,09                                  | F                          | FIXE                         | 5,900   | 105 392,84            | 12 803,23                 |  | 1 725,77              |
| 1006048 (340)  | N                             |                 | A-1   | 0,00                             | 0,00                                  | V                          | LIVRETA                      | 0,500   | 56 756,07             | 283,78                    |  | 0,00                  |
| 1006047 (341)  | N                             |                 | A-1   | 0,00                             | 0,00                                  | V                          | LIVRETA<br>+ 1,2000          | 1,700   | 8 887,87              | 151,09                    |  | 0,00                  |
| 1016677 (346)  | N                             |                 | A-1   | 24 055,66                        | 0,17                                  | V                          | LIVRETA<br>+ 0,25000         | 0,750   | 23 876,58             | 359,49                    |  | 252,09                |
| CO0639 (364)   | N                             |                 | A-1   | 1 104 770,00                     | 3,42                                  | F                          | FIXE                         | 3,660   | 276 190,00            | 51 245,12                 |  | 24 036,11             |
| 778022792T (367)   | N                             |                 | A-1   | 5 644 499,17                     | 14,00                                 | V                          | EURIBOR<br>12M +<br>0,18000  | 0,000   | 376 299,94            | 0,00                      |  | 0,00                  |
| CO0639 (368)   | N                             |                 | A-1   | 71 590,57                        | 4,66                                  | F                          | FIXE                         | 5,190   | 12 270,19             | 4 412,82                  |  | 1 321,09              |
| MIR243641EUR (373)   | N                             |                 | A-1   | 338 250,00                       | 10,00                                 | V                          | TAM +<br>0,0335              | 0,000   | 33 000,00             | 0,00                      |  | 0,00                  |
| MIR243641EUR (374)   | N                             |                 | A-1   | 1 031 695,46                     | 12,00                                 | V                          | TAG01M<br>+ 0,0335           | 0,784   | 76 554,87             | 1 113,54                  |  | 1 324,61              |
| 16730 (377)  | N                             |                 | A-1   | 309 375,00                       | 8,99                                  | V                          | ESTERAJ<br>USTE +<br>0,04000 | 0,000   | 34 375,00             | 1 215,04                  |  | 138,57                |
| 16730 (380)  | N                             |                 | A-1   | 2 343 956,04                     | 9,00                                  | F                          | FIXE                         | 3,770   | 260 439,56            | 95 540,15                 |  | 490,93                |
| 16730 (384)  | N                             |                 | A-1   | 170 795,49                       | 9,00                                  | V                          | EURIBOR<br>01M +<br>0,02250  | 1,496   | 18 977,27             | 559,50                    |  | 27,33                 |
| MON273607EUR (399)   | N                             |                 | A-1   | 180 561,64                       | 3,09                                  | F                          | FIXE                         | 1,850   | 53 413,36             | 3 959,40                  |  | 553,71                |
| 1220065 (408)  | N                             |                 | A-1   | 437 560,03                       | 4,34                                  | F                          | FIXE                         | 4,510   | 76 515,47             | 23 184,81                 |  | 13 246,08             |
| 1239214 (409)  | N                             |                 | A-1   | 1 282 111,08                     | 10,00                                 | V                          | LIVRETA<br>+ 0,60000         | 1,100   | 116 555,56            | 15 385,33                 |  | 14 103,22             |
| 5012797 (410)  | N                             |                 | A-1   | 900 866,81                       | 10,84                                 | V                          | LIVRETA<br>+ 0,6000          | 1,100   | 76 648,05             | 10 752,66                 |  | 3 914,45              |
| 9318082 (411)  | N                             |                 | A-1   | 565 315,08                       | 5,99                                  | F                          | FIXE                         | 3,920   | 82 012,66             | 24 179,46                 |  | 430,90                |

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le<br>numéro de contrat)                   | Emprunts et dettes au 31/12/N |                 |   |                                  |                                       |                            |                             |   |                       |                           |  |                       |
|---|-------------------------------|-----------------|---|----------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|---|-----------------------|---------------------------|--|-----------------------|
|   | Couverture<br>? O/N<br>(10)   | Montant couvert | Catégorie<br>d'emprunt<br>après<br>couverture<br>éventuelle<br>(11) | Capital restant dû<br>au 31/12/N | Durée<br>résiduelle<br>(en<br>années) | Taux d'intérêt             |                             |   | Annuité de l'exercice |                           |  | ICNE de<br>l'exercice |
|   |                               |                 |   |                                  |                                       | Type<br>de<br>taux<br>(12) | Index<br>(13)               | Niveau de<br>taux d'intérêt<br>au 31/12/N<br>(14) | Capital               | Charges d'intérêt<br>(15) | Intérêts perçus (le<br>cas échéant) (16) |                       |
| 5021850 (412)   | N                             |                 | A-1   | 649 912,50                       | 13,00                                 | V                          | LIVRETA<br>+ 1,0000         | 2,000   | 49 050,00             | 11 800,78                 |  | 4 820,45              |
| 5057227 (413)   | N                             |                 | A-1   | 828 750,00                       | 12,59                                 | V                          | LIVRETA<br>+ 1,0000         | 3,000   | 65 000,00             | 18 229,59                 |  | 4 075,66              |
| MON500942EUR (414)  | N                             |                 | A-1   | 514 729,31                       | 6,92                                  | F                          | FIXE                        | 2,580   | 66 256,91             | 14 351,85                 |  | 1 143,56              |
| 5072268 (415)   | N                             |                 | A-1   | 2 627 618,06                     | 11,92                                 | V                          | LIVRETA<br>+ 0,60000        | 1,100   | 203 792,80            | 31 145,52                 |  | 5 802,36              |
| A0114286 (416)  | N                             |                 | A-1   | 932 112,35                       | 7,24                                  | V                          | EURIBOR<br>03M +<br>1,13000 | 2,250   | 122 278,49            | 10 968,24                 |  | 589,95                |
| MON502167EUR (417)  | N                             |                 | A-1   | 778 525,19                       | 7,17                                  | F                          | FIXE                        | 1,910   | 99 188,33             | 16 056,71                 |  | 1 280,46              |
| A0115221000 (418)   | N                             |                 | A-1   | 674 043,44                       | 13,07                                 | F                          | FIXE                        | 1,990   | 44 035,53             | 13 962,51                 |  | 2 478,58              |
| MON505221EUR (419)  | N                             |                 | A-1   | 2 080 158,09                     | 12,00                                 | F                          | FIXE                        | 1,350   | 160 012,16            | 28 262,17                 |  | 2 340,18              |
| A0116264000 (424)   | N                             |                 | A-1   | 1 500 000,00                     | 14,82                                 | V                          | MULTIPE<br>RIODES           | 0,660   | 100 000,00            | 10 312,50                 |  | 1 829,35              |
| CO0639 (425)  | N                             |                 | A-1   | 314 971,24                       | 4,24                                  | V                          | EURIBOR<br>03M +<br>0,08000 | 1,233   | 74 110,84             | 1 039,43                  |  | 96,46                 |
| 5190105 (426-1)   | N                             |                 | A-1   | 429 956,07                       | 15,42                                 | F                          | FIXE                        | 1,620   | 24 232,43             | 7 167,73                  |  | 596,18                |
| 5190106 (426-2)   | N                             |                 | A-1   | 215 463,17                       | 15,42                                 | V                          | LIVRETA<br>+ 1,0000         | 3,000   | 11 644,38             | 4 674,77                  |  | 550,46                |
| 5188642 (427-1)   | N                             |                 | A-1   | 289 177,51                       | 15,42                                 | F                          | FIXE                        | 1,620   | 16 298,12             | 4 820,84                  |  | 400,97                |
| 5188643 (427-2)   | N                             |                 | A-1   | 142 623,75                       | 15,42                                 | V                          | LIVRETA<br>+ 1,00000        | 3,000   | 7 707,89              | 3 094,41                  |  | 364,37                |
| A0118029000 (428)   | N                             |                 | A-1   | 812 500,00                       | 16,15                                 | F                          | FIXE                        | 1,840   | 50 000,00             | 15 525,00                 |  | 1 503,13              |
| 10278 08918 00020882901 (431)   | N                             |                 | A-1   | 1 400 000,00                     | 18,92                                 | F                          | FIXE                        | 3,270   | 0,00                  | 0,00                      |  | 508,67                |
| 1643 Emprunts en devises (total)  |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |                             |   |                       |                           |  |                       |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur<br>ligne de trésorerie (total) |                               |                 |   | <b>8 277 942,63</b>              |                                       |                            |                             |   | <b>817 822,55</b>     | <b>117 265,29</b>         |  | <b>7 497,88</b>       |
| CO02144-d (395)   | N                             |                 | A-1   | 1 915 809,99                     | 11,96                                 | V                          | EURIBOR<br>03M +<br>0,400   | 1,400   | 36 130,05             | 7 402,56                  |  | 2 212,87              |
| CO02144-d (396)   | N                             |                 | A-1   | 2 562 663,90                     | 11,96                                 | V                          | MULTIPE<br>RIODES           | 3,390   | 153 333,72            | 93 351,10                 |  | 4 102,40              |
| CO02144-d (397)   | N                             |                 | A-1   | 657 093,31                       | 11,96                                 | V                          | EURIBOR<br>03M +<br>0,400   | 1,400   | 39 316,34             | 2 676,31                  |  | 758,98                |
| 002887592V (407)  | N                             |                 | A-1   | 1 363 339,28                     | 9,00                                  | V                          | EURIBOR<br>03M +<br>0,46000 | 1,653   | 137 992,41            | 6 753,39                  |  | 201,62                |
| CO02144-d (422)   | N                             |                 | A-1   | 1 169 240,00                     | 7,96                                  | F                          | FIXE                        | 0,380   | 146 152,00            | 4 856,18                  |  | 209,81                |

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le<br>numéro de contrat)                | Emprunts et dettes au 31/12/N |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
|--|-------------------------------|-----------------|---|----------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|---------------|---|-----------------------|---------------------------|--|-----------------------|
|  | Couverture<br>? O/N<br>(10)   | Montant couvert | Catégorie<br>d'emprunt<br>après<br>couverture<br>éventuelle<br>(11) | Capital restant dû<br>au 31/12/N | Durée<br>résiduelle<br>(en<br>années) | Taux d'intérêt             |               |   | Annuité de l'exercice |                           |  | ICNE de<br>l'exercice |
|  |                               |                 |   |                                  |                                       | Type<br>de<br>taux<br>(12) | Index<br>(13) | Niveau de<br>taux d'intérêt<br>au 31/12/N<br>(14) | Capital               | Charges d'intérêt<br>(15) | Intérêts perçus (le<br>cas échéant) (16) |                       |
| 13568-003 (423)  | N                             |                 | A-1   | 609 796,15                       | 2,00                                  | F                          | FIXE          | 0,240   | 304 898,03            | 2 225,75                  |  | 12,20                 |
| <b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>                              |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
| 165 Dépôts et cautionnements reçus (total)                                     |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
|  |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
| <b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions<br/>particulières (Total)</b> |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total)                                     |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
|  |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)                                     |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
|  |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total)   |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
|  |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)                               |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
|  |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total)   |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
|  |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
| <b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>                                |                               |                 |   | <b>14 290,00</b>                 |                                       |                            |               |   | <b>36 091,76</b>      |                           |  |                       |
| 1681 Autres emprunts (total)   |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
|  |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total)                                    |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
|  |                               |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
| 1687 Autres dettes (total)   |                               |                 |   | <b>14 290,00</b>                 |                                       |                            |               |   | <b>36 091,76</b>      |                           |  |                       |
| V252829C01 (349)   | N                             |                 | A-1   | 0,00                             | 0,00                                  | F                          | FIXE          | 0,000   | 21 806,76             | 0,00                      |  | 0,00                  |
| 201400489 (420)  | N                             |                 | A-1   | 14 290,00                        | 0,50                                  | F                          | FIXE          | 0,000   | 14 285,00             | 0,00                      |  | 0,00                  |

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le<br>numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 31/12/N |                 |   |                                  |                                       |                            |               |   |                       |                           |  |                       |
|---|-------------------------------|-----------------|---|----------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|---------------|---|-----------------------|---------------------------|--|-----------------------|
|   | Couverture<br>? O/N<br>(10)   | Montant couvert | Catégorie<br>d'emprunt<br>après<br>couverture<br>éventuelle<br>(11) | Capital restant dû<br>au 31/12/N | Durée<br>résiduelle<br>(en<br>années) | Taux d'intérêt             |               |   | Annuité de l'exercice |                           |  | ICNE de<br>l'exercice |
|   |                               |                 |   |                                  |                                       | Type<br>de<br>taux<br>(12) | Index<br>(13) | Niveau de<br>taux d'intérêt<br>au 31/12/N<br>(14) | Capital               | Charges d'intérêt<br>(15) | Intérêts perçus (le<br>cas échéant) (16) |                       |
| <b>Total général</b>  |                               | <b>0,00</b>     |   | <b>36 999 786,35</b>             |                                       |                            |               |   | <b>3 635 687,48</b>   | <b>553 822,76</b>         | <b>0,00</b>                              | <b>97 443,53</b>      |

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.